



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 136 – 3^{ème} trimestre 2008

SOMMAIRE

1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte	4
<i>Le contexte international et national</i>	4
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	6
2. Annexes statistiques	11
<i>Note méthodologique</i>	11
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	12
<i>Vue d'ensemble</i>	12
<i>Agriculture et aquaculture</i>	14
<i>Industrie agroalimentaire</i>	15
<i>Autres Industries</i>	17
<i>Construction</i>	19
<i>Commerce</i>	21
<i>Services marchands</i>	23
<i>Hôtellerie et Tourisme</i>	25
<i>Les entreprises</i>	26
<i>Investissement</i>	26
<i>Financement</i>	26
<i>Vulnérabilité financière</i>	27
<i>Les ménages</i>	28
<i>Consommation</i>	28
<i>Investissement immobilier</i>	29
<i>Vulnérabilité financière</i>	30
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	31
<i>Marché de l'emploi</i>	31
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	31
<i>Commerce extérieur</i>	32
<i>Transports</i>	33
Liste des publications	34

1. SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

1. Le contexte international et national

Détérioration de l'activité et modération de l'inflation

L'économie internationale ralentit progressivement depuis un an et marque le pas au troisième trimestre 2008. Ce phénomène, engendré par la correction de la « bulle » immobilière, la forte hausse jusqu'à l'été des prix des matières premières et les perturbations des marchés financiers liées à la crise des *subprimes*, s'est aggravé dans un contexte de chute des prix d'actifs et de hausse des pertes. La baisse de confiance entre les banques a entraîné une crise de liquidité et l'aggravation de la crise financière s'est répercutée sur l'économie réelle en raison notamment d'une baisse de la solvabilité. Le ralentissement économique intéresse, à des degrés divers, toutes les zones, aussi bien l'Europe que le Japon, les Etats-Unis et les économies émergentes. Dans le même temps, les tensions inflationnistes de l'été se sont atténuées, suite au repli des cours des matières premières et au ralentissement de l'activité mondiale. La détérioration marquée des perspectives de l'activité économique ne présage pas d'une reprise à court terme des moteurs de la croissance économique mondiale.

Malgré la bonne performance du second trimestre (+ 0,7 % en rythme trimestriel), la **croissance américaine** se replie de 0,1% au troisième trimestre (-0,3 % en rythme annualisé). Ce ralentissement traduit le retournement de la consommation des ménages (qui enregistre sa première diminution depuis 1991¹), alors que celle-ci représente en moyenne 70 % de la croissance. La poursuite du recul de l'investissement, en particulier dans l'immobilier et les équipements informatiques, pénalise également la croissance, mais dans une moindre mesure que les trimestres précédents. La dépense publique, stimulée par une hausse significative des dépenses militaires, et le commerce extérieur ont atténué ces contre-performances en contribuant positivement à la croissance. Le taux d'inflation (4,9 % en septembre) a légèrement fléchi en raison d'un retournement des cours des matières premières mais reste à des niveaux historiquement élevés. Le taux directeur de la Réserve Fédérale, inchangé à 2 % au cours du second trimestre, a été abaissé par 2 fois en octobre, revenant à 1 %. Les rééquilibrages de portefeuille provenant des achats forcés de dollars américains de la part d'investisseurs en difficulté² ont contribué à l'appréciation de la devise américaine³ au cours du troisième trimestre.

Le **Japon** entre en récession avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son produit intérieur brut (-0,1 % après -0,9 %) en raison du recul important de l'investissement des entreprises, touchées par la chute de la demande des Etats-Unis et les difficultés rencontrées pour obtenir des financements⁴. Sur le trimestre, l'inflation est restée stable (2,1 % en septembre, après un pic en juillet). Cette récession est la première au Japon depuis 2001, lors de l'éclatement de la "bulle Internet".

Concernant la **zone euro**, l'activité économique s'est également contractée sur les deux derniers trimestres (-0,2 % sur chacun). L'Allemagne et l'Italie entrent en récession avec deux trimestres négatifs consécutifs (-0,5 %, après -0,4 %) et l'Espagne est en repli (-0,2 % contre + 0,1 % au second trimestre). Toutefois, par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, le PIB de la zone euro a progressé de 0,7 %. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est en baisse par rapport au second trimestre, à 3,6 % en septembre 2008 mais il était de 2,1 % un an auparavant. Compte tenu des tensions inflationnistes persistantes à la fin du second trimestre, la BCE avait relevé son taux directeur à deux reprises au cours du troisième trimestre, portant le taux de refinancement à 4,25 %. Mais elle l'a depuis baissé à deux reprises de 0,5 point, en octobre et en novembre, le ramenant à 3,25 %, soit son niveau d'octobre 2006.

Au **Royaume-Uni**, le PIB s'est contracté de 0,5 % après une croissance nulle au second trimestre. Il s'agit de la première baisse depuis le début des années 1990. La Banque d'Angleterre a baissé à deux reprises (en octobre puis en novembre) son taux directeur, de 50 puis de 150 points de base, le ramenant à 3,0 %.

¹ -0,8 % contre +0,3 % au second trimestre, en rythme trimestriel.

² Les investisseurs, tels les *hedge funds*, qui se sont endettés pour acheter des actifs libellés en dollars américains sont entrés dans un processus de vente de ces actifs pour rembourser leurs dettes. Afin de compenser leurs pertes et honorer leurs engagements, ils deviennent donc demandeurs de dollars.

³ Appréciation de 9 % du dollar par rapport à l'euro entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre.

⁴ Bien que les conditions d'obtention de crédits se sont moins durcies que dans d'autres économies avancées.

En **France**, le produit intérieur brut augmente de 0,1 % en volume après un deuxième trimestre négatif (- 0,3 %). On observe une légère reprise des dépenses de consommation des ménages et une moindre diminution de l'investissement du fait du rebond de la FBCF des entreprises ; l'investissement des ménages et des administrations continue d'être en retrait, mais beaucoup moins fortement. Après une contribution négative au trimestre précédent, le solde extérieur est neutre sur l'évolution du PIB, mais le déficit commercial continue de se creuser (-6,250 milliards d'€). L'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) s'est légèrement redressé au troisième trimestre (0,1 %) malgré une baisse notable dans l'industrie et dans l'intérim. L'inflation connaît un ralentissement (3 % en glissement annuel fin septembre) qui devrait se poursuivre avec la diminution des prix de l'énergie.

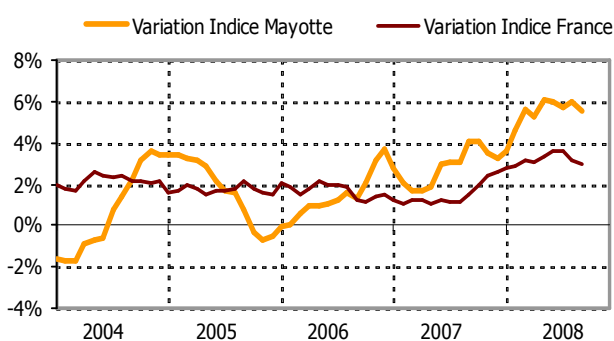
Enfin, s'agissant des **économies émergentes**, le ralentissement de l'activité observé au second trimestre se confirme sur le troisième trimestre et les vives tensions inflationnistes se sont également atténuées. Le PIB de la Chine a ralenti au troisième trimestre (2,1 %, contre 2,4 % au trimestre précédent, soit 9,0 % en rythme annualisé, après 10,1 % le trimestre précédent). Ce fléchissement est principalement imputable à la détérioration de la demande extérieure et à la fermeture d'usines pendant les Jeux Olympiques. Face au recul de l'inflation et à l'intensification des tensions financières au niveau mondial, la Banque populaire de Chine a abaissé ses taux directeurs à deux reprises en octobre, ramenant le taux de prêts interbancaires à un an à 6,6 % et celui des dépôts à un an à 3,6 %.

2. La conjoncture à Mayotte

Poursuite de l'inflation

Selon l'antenne INSEE de Mayotte, l'indice général des prix à la consommation augmente de 1,5 % au seul 3^{ème} trimestre, soit entre le 30 juin et le 30 septembre 2008. Les prix du poste « produits alimentaires et boissons » enregistrent une hausse importante de 4,6 % sur le trimestre, tandis que les produits manufacturés voient leur prix diminuer de 1,4 %. À Mayotte, les prix se sont ainsi accrus de 4,3 % depuis le 1^{er} janvier 2008, et de 5,5 % par rapport au 30 septembre 2007. Ce qui représente une hausse toujours plus importante que celle constatée au niveau national (métropole et DOM) : + 3 % entre septembre 2007 et septembre 2008.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (Variations en glissement annuel)



Source : INSEE

En un an, les prix du poste « produits alimentaires et boissons » ont augmenté à Mayotte de 14 % et ceux du poste « services aux ménages » de 4 %. Quant aux prix des produits manufacturés, ils enregistrent une légère baisse (- 0,6 % entre fin septembre 2007 et fin septembre 2008).

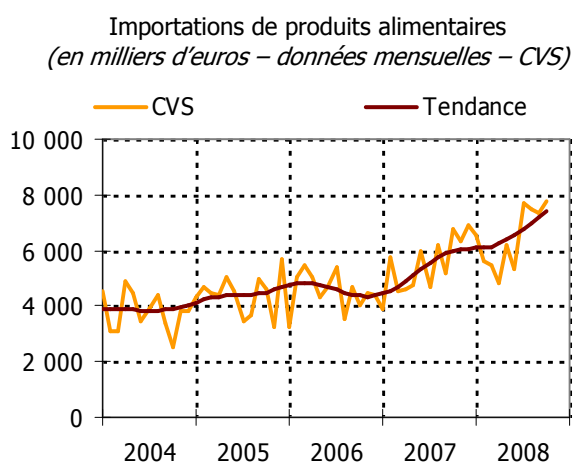
Légère diminution du déficit de la balance commerciale, mais qui reste conséquent

Selon la Direction régionale des Douanes, les importations (hors hydrocarbures) du troisième trimestre s'établissent à plus de 102 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 8,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre et de 3,3 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2007. En cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2008, les importations se sont donc accrues de 15,7 % par rapport à la même période en 2007. Demeurant à un niveau très faible, les exportations se sont néanmoins fortement accrues ce trimestre (+ 68,7 %) et s'élèvent à plus d'1,8 million d'euros, en hausse de 16,6 % en glissement annuel. Cette évolution se traduit par une légère amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, qui s'établit ce trimestre à 1,8 %, en hausse de 0,7 point par rapport au trimestre précédent.

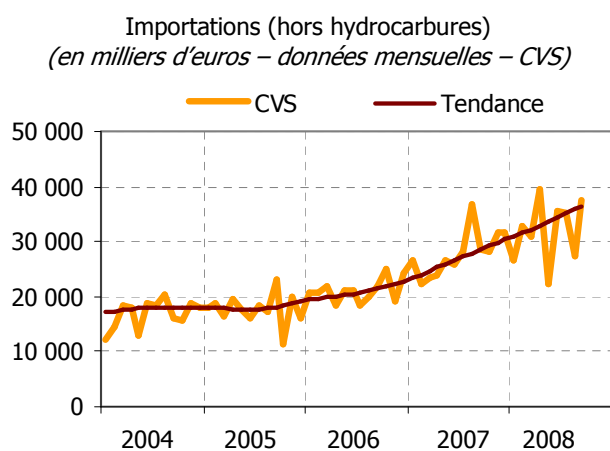
Dynamisme de la consommation des ménages

La consommation des ménages poursuit son dynamisme au 3^{ème} trimestre 2008, portée par la hausse du SMIG de 12,3 % du 1^{er} juillet 2008 et par un mois de septembre qui a cumulé les effets positifs sur la consommation des festivités du Ramadan et de la rentrée scolaire. Ainsi, les importations en valeur

des produits alimentaires, des produits textiles et des biens d'équipement ménager ont fortement augmenté ce trimestre (respectivement + 22 %, + 37 % et + 36 % par rapport au 2^{ème} trimestre) mais aussi en glissement annuel (respectivement + 25 %, + 24 % et + 70 %). Les importations de boissons augmentent de 40 % en valeur par rapport au 2^{ème} trimestre 2008, celles de cuisses et d'ailes de poulet, très prisées localement, de 30 %.



Source : Direction régionale des Douanes



Source : Direction régionale des Douanes

En revanche, les ventes de véhicules de tourisme accusent un ralentissement : 318 unités vendues au cours du 3^{ème} trimestre 2008, en baisse de 10,4 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2008 et de 4,8 % en glissement annuel. Toutefois, en cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2008, les ventes restent en augmentation de 8,4 % par rapport à la même période en 2007.

À la date de la rédaction du Bulletin, les données concernant les encours de crédits ne sont disponibles que jusqu'à fin juin 2008. Les encours bancaires des crédits à la consommation consentis auprès des ménages ont augmenté de 6,2 % entre fin mars et fin juin 2008. Au 30 juin 2008, ils s'élevaient à 102 millions d'euros, en progression de 26,1 % sur un an.

De même, les ménages ont continué d'investir dans l'immobilier au 2^{ème} trimestre 2008. À fin juin 2008, les encours bancaires des crédits à l'habitat contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) s'établissaient à 81 millions d'euros, en hausse de 4,6 % par rapport à fin mars 2008, et de 30,2 % par rapport à fin juin 2007.

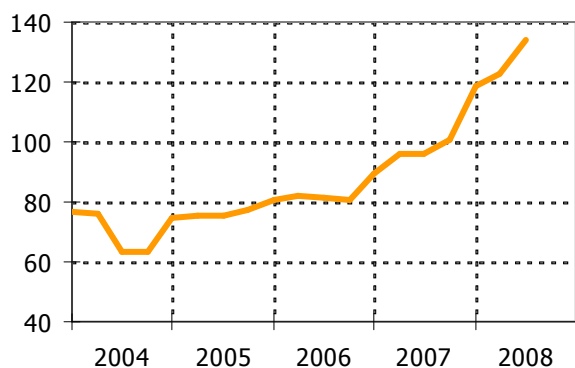
Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages sont demeurés favorables au 2^{ème} trimestre 2008. Le volume des créances douteuses nettes des ménages a certes légèrement augmenté entre fin mars et fin juin 2008 (+ 8,9 %, à 3,3 millions d'euros) mais, au 30 juin 2008, les créances douteuses nettes représentaient seulement 1,8 % du total des crédits accordés aux ménages. Par ailleurs, la Commission de surendettement de Mayotte, mise en place le 1^{er} avril 2007, a admis en recevabilité dix dossiers de surendettement seulement depuis sa création, signe que le phénomène de surendettement n'est pas encore significatif dans la Collectivité.

Les entreprises continuent d'investir

Les importations de biens d'équipement professionnel réalisées au cours du 3^{ème} trimestre 2008 s'élèvent à plus de 6,5 millions d'euros, en hausse de 3 % seulement par rapport au 2^{ème} trimestre 2008, mais de 16 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2007. Sur les neuf premiers mois de l'année 2008, les entreprises mahoraises ont ainsi importé pour plus de 19 millions d'euros de biens d'équipement professionnel, soit une augmentation de 18 % par rapport à la même période en 2007.

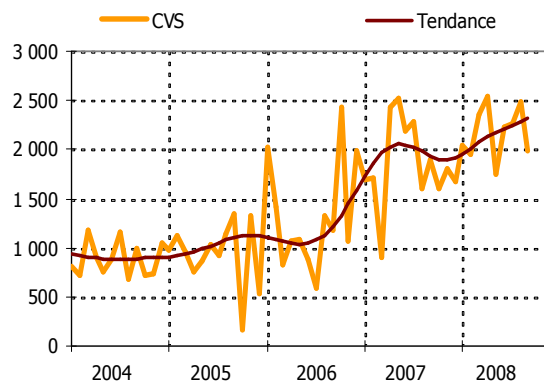
Au cours du 2^{ème} trimestre 2008, les établissements de crédit (tous confondus) ont accru leurs financements en faveur des entreprises mahoraises, que ce soit pour leur exploitation ou leurs investissements. À fin juin 2008, les encours bancaires des crédits d'exploitation des entreprises s'établissaient à 41,5 millions d'euros, en hausse de 6,9 % par rapport au 31 mars 2008, et de 61,4 % par rapport au 30 juin 2007. À la même date, les encours de crédits à l'équipement atteignaient, quant à eux, près de 134 millions d'euros, soit une augmentation de 9,3 % par rapport à fin mars 2008, et de 39,2 % sur un an.

Encours bancaires des crédits à l'équipement des entreprises, contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Importations de biens d'équipement professionnel
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Au 2^{ème} trimestre 2008, les indicateurs de vulnérabilité financière des entreprises se sont légèrement dégradés. En effet, les créances douteuses nettes des entreprises, contenues dans le portefeuille des établissements de crédit installés localement, s'élevaient à 8,4 millions d'euros à fin juin 2008, en hausse de près de 30 % sur le trimestre et de près de 63 % sur un an. Le taux de créances douteuses nettes des entreprises reste modéré mais dépasse pour la première fois le seuil des 4 %, s'établissant à 4,4 % de l'ensemble des concours consentis aux entreprises par les établissements de crédit installés localement, soit une hausse de 0,8 point sur un an.

Au cours du 3^{ème} trimestre 2008, les déclarations d'incidents de paiement sur effets de commerce commis par les entreprises mahoraises représentaient une somme de plus d'un million d'euros, en hausse de 14,8 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2008, et de 186 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. En cumul à fin septembre 2008, les incidents de paiement enregistrés lors des 60 dernières semaines atteignaient 3,2 millions d'euros, en hausse de 6,7 % par rapport à fin juin 2008. Il s'agit en majorité (plus de 75 % du montant total) de cas d'incapacité de paiement de la part du débiteur (pour provision insuffisante, décision judiciaire...), les autres motifs portant sur des contestations de créances (date d'échéance contestée, créance déjà réglée...). Fin septembre 2008, les secteurs de la construction et du commerce concentraient respectivement 36 % et 32 % du montant total des incapacités de payer, suivis des activités immobilières (20 %) et de l'industrie manufacturière (8 %).

D'après les résultats de **l'enquête de conjoncture de l'IEDOM**, menée auprès de 72 entrepreneurs de Mayotte, l'activité au 3^{ème} trimestre 2008 s'est ralentie, comme en témoigne l'orientation à la baisse du solde d'opinions relatif au courant d'affaires, et ce pour la première fois depuis 2004. Cette situation se serait d'ailleurs traduite par une baisse des effectifs employés. La détérioration des charges d'exploitation (en liaison avec la hausse du SMIG mahorais, de 12,3 % au 1^{er} juillet 2008), couplée à un allongement des délais de paiement de la clientèle – publique notamment –, qui devient une préoccupation majeure et récurrente pour les entreprises mahoraises, pénalisent les situations de trésorerie. Par ailleurs, les carnets de commande semblent se désemplir et ne pas se renouveler, particulièrement dans les secteurs du BTP et des services marchands, ce qui laisse présager des difficultés pour l'activité des mois à venir. D'ailleurs, les anticipations pour les prochains trimestres sont plutôt pessimistes, les entrepreneurs interrogés tablant encore sur une baisse du courant d'affaires, accompagnée d'une réduction des effectifs et d'une aggravation des situations de trésorerie.

Le secteur du commerce tire son épingle du jeu, grâce à une consommation des ménages toujours au rendez-vous

D'après les 24 professionnels du secteur du commerce ayant répondu à l'enquête de conjoncture, le courant d'affaires a continué sa progression au 3^{ème} trimestre 2008, mais de façon moins significative qu'aux trimestres précédents. En témoigne le solde d'opinions relatif à l'activité, orienté favorablement mais à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période. Selon les commerçants interrogés, le mois de Ramadan et la rentrée scolaire n'auraient pas été aussi favorables que prévu. Les stocks (matières premières comme produits finis) sont jugés supérieurs à la moyenne, signes de méventes parfois. Comme dans les autres secteurs d'activité, les professionnels font état d'une dégradation des situations de trésorerie. Et, pour la

première fois depuis trois ans, ils mentionnent une orientation à la baisse des prix de vente. Si les anticipations concernant l'activité des prochains mois sont orientées défavorablement, les professionnels du secteur affichent toutefois leur intention d'investir, notamment dans l'ouverture de nouveaux magasins.

Premiers signes de ralentissement dans le secteur de la construction

Les professionnels du secteur de la construction ayant répondu à l'enquête font état d'un net ralentissement de l'activité au 3^{ème} trimestre 2008, se traduisant par une réduction sensible des effectifs employés. De plus, les entrepreneurs se montrent soucieux pour les trimestres à venir et anticipent une dégradation du volume d'affaires. En outre, les carnets de commande se désemplissent et ne se reconstituent pas, comme en témoigne le solde d'opinions correspondant, orienté à la baisse et situé en deçà de la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises s'inquiètent de l'absence de projet de gros chantiers publics, s'agissant notamment de travaux d'infrastructures. Même s'ils pèsent relativement peu par rapport à la commande publique (promotion immobilière par exemple), les chantiers privés suscitent des inquiétudes, du fait des interrogations sur le projet de Loi pour le développement économique de l'outre-mer concernant les programmes de défiscalisation, ainsi que du climat morose lié à la crise financière internationale. Enfin, les situations de trésorerie se sont une fois de plus dégradées ce trimestre, les délais de paiement de la clientèle publique (collectivités locales, Collectivité départementale) devenant de plus en plus longs. Dans ce contexte, les entrepreneurs interrogés se montrent pessimistes quant à l'activité des prochains mois et déclarent ne pas avoir l'intention d'investir.

Pour autant, les importations de ciment ont considérablement augmenté au cours du 3^{ème} trimestre 2008, s'établissant à 47 000 tonnes, en hausse de 146 % par rapport au 2^{ème} trimestre et de 111 % en glissement annuel.

L'indice général des prix du bâtiment à Mayotte (Indice BTM01), qui reflète l'évolution du coût de la construction localement (coût de la main d'œuvre, prix des matières premières, de l'énergie, du transport...etc.), s'est accru de 4,9 % entre juin et septembre 2008, du fait notamment de l'augmentation du SMIG mahorais en juillet. Sur un an, entre septembre 2007 et septembre 2008, l'indice évolue de 8,2 %.

Relance des exportations d'essence d'ylang-ylang et de poissons issus de l'aquaculture

Selon la Direction régionale des Douanes, aucune exportation de vanille ou de cannelle n'a été enregistrée au 3^{ème} trimestre 2008. Par contre, les exportations d'essence d'ylang-ylang semblent relancées, avec 3,2 tonnes d'huiles essentielles exportées au cours du 3^{ème} trimestre, pour une valeur de près de 300 milliers d'euros (en progression de plus de 300 % par rapport au trimestre précédent, et de 44 % en glissement annuel). Les exportations de produits aquacoles sont également en hausse, puisqu'elles ont doublé entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2008, pour atteindre plus de 30 tonnes de poissons exportées et une valeur de 219,5 milliers d'euros. Toutefois, en cumul, sur les neuf premiers mois de l'année, les exportations aquacoles affichent un léger recul par rapport à 2007 (un peu plus de 70 tonnes, soit - 16 %).

Contraction de l'activité industrielle

Selon les industriels (hors industrie agro-alimentaire) ayant répondu à l'enquête de conjoncture, le courant d'affaires du 3^{ème} trimestre 2008 aurait marqué le pas, comme le montre le solde d'opinions relatif à l'activité, dont le niveau est largement inférieur à la moyenne de longue période. Néanmoins, les industriels mahorais restent confiants quant à l'activité du prochain trimestre et témoignent d'une volonté d'investir dans l'année à venir.

Bonne tenue du secteur de l'industrie agroalimentaire

D'après les dix entrepreneurs exerçant dans l'industrie agroalimentaire et ayant participé à l'enquête, le courant d'affaires du 3^{ème} trimestre s'est une fois de plus accru, et ce en partie grâce à une augmentation des ventes pendant le mois de Ramadan (septembre). Cette conjoncture favorable s'est accompagnée du recrutement d'effectifs supplémentaires. Malgré une hausse des prix de vente, les situations de trésorerie se sont détériorées, du fait d'un alourdissement des charges d'exploitation, notamment des charges salariales en liaison avec la hausse significative du SMIG en juillet. Les industriels de l'agroalimentaire enquêtés se

montrent plutôt optimistes quant à l'activité du 4^{ème} trimestre, et auraient l'intention d'investir dans les mois prochains.

Le secteur des services marchands marqué par un tassement des carnets de commande

Selon les professionnels ayant répondu à l'enquête, le climat d'affaires du secteur des services marchands s'est avéré relativement stable par rapport au trimestre précédent. Mais le 3^{ème} trimestre est marqué par une nette réduction des effectifs employés. Par ailleurs, les entrepreneurs font état d'un allongement des délais de paiement, ainsi que d'une réduction significative des carnets de commande. Dans ce contexte, les professionnels anticipent un ralentissement de l'activité pour le 4^{ème} trimestre, et peu d'entre eux auraient l'intention d'investir dans les douze prochains mois.

Dynamisme du secteur du tourisme

Au 3^{ème} trimestre 2008, le courant d'affaires du secteur du tourisme s'est avéré relativement dynamique, d'après les professionnels interrogés, situation qui se serait traduite par le recrutement d'effectifs supplémentaires. Néanmoins, ils font état d'une détérioration de leurs situations de trésorerie, en lien avec une hausse constatée des charges d'exploitation et un rallongement des délais de paiement de la clientèle.

À fin août 2008, la fréquentation de l'aéroport de Dzaoudzi (hors transit) s'est accrue de 8,6 % par rapport à fin août 2007 de 68 % par rapport à fin mai 2008. En cumul, sur les huit premiers mois de l'année 2008, l'aéroport de Dzaoudzi a enregistré près de 172 000 passagers, soit 9,2 % de plus que sur la même période de 2007.

Conclusion

À ce jour, les signes d'une crise financière à Mayotte ne sont pas perceptibles. Les dernières données disponibles font encore état d'un accroissement des crédits consentis, aussi bien en faveur des ménages que des entreprises. En outre, la qualité du portefeuille des banques reste bonne : le niveau des créances douteuses demeure supportable et comparable à La Réunion ou la métropole. Les banques continuent localement de jouer leur rôle de financement de l'économie, en laissant ouvert le « robinet du crédit » sans changement notable de leur politique à cet égard. Au niveau national, le Gouvernement a mis en place deux plans de mesure pour faire face à la crise financière internationale : un Plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, ainsi qu'un Plan de soutien à l'activité et aux entreprises, pour permettre à ces dernières de maintenir leurs investissements⁵. Ces mesures ont été déclinées au plan local, sous la forme, notamment, d'un dispositif de médiation de crédit. Ainsi, toute entreprise qui rencontrerait des difficultés pour le financement bancaire de son exploitation ou de ses investissements peut faire appel à un Médiateur départemental du crédit, en l'occurrence le Directeur de l'IEDOM à Mayotte⁶.

Au 3^{ème} trimestre 2008, la consommation des ménages et les investissements des entreprises sont restés dynamiques, comme en témoignent par exemple les fortes augmentations des importations. Néanmoins, les entrepreneurs font tous part de leurs inquiétudes pour les mois à venir, notamment dans le secteur de la construction, avec les retards de renouvellement des carnets de commande publique. Par ailleurs, tous les secteurs d'activité se plaignent de l'allongement continu des délais de paiement, notamment de la part des collectivités publiques, qui atteignent des niveaux jugés désormais « insupportables ». Cette situation, indépendante de la crise financière internationale, tend à déprimer le climat d'affaires ressenti par les chefs d'entreprise et pourrait avoir des conséquences graves sur la viabilité des entreprises mahoraises si elle perdurait ou s'accroissait. Enfin, il faut être conscient que, si les statistiques disponibles témoignent encore d'une croissance de l'économie mahoraise, la crise économique et financière internationale ne peut laisser, à plus ou moins long terme, totalement « indemne » la Collectivité aux plans économique et social.

⁵ Voir encadré page suivante.

⁶ Via le site www.mediateurducredit.fr

Le dispositif de médiation du crédit

Le Plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière, le gouvernement a pris deux plans de mesure:

- ❖ Un Plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et rétablir la circulation des mouvements de capitaux et du crédit.
Ce Plan a été mis en place avec le soutien de la Commission Européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.
- ❖ Un Plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
 - Un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME.
 - La mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts.
 - La création d'un fonds stratégique d'investissement.
 - L'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

La mission de médiation du crédit s'intègre au Plan de soutien à l'activité, pour se concentrer sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du Médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les Commissions départementales de suivi
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr>
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les Commissions de suivi mises en place auprès des préfets
- ❖ Un correspondant local (Directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le Préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus
- ❖ Rendre compte

2. ANNEXES STATISTIQUES

1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur)
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives dont nous disposons ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

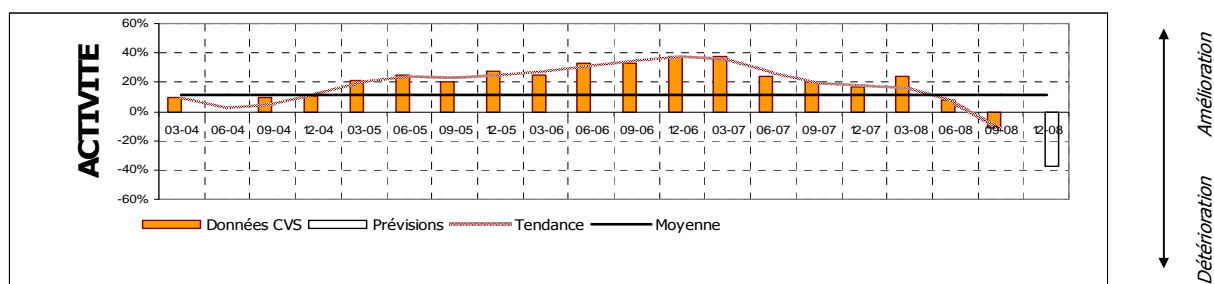
Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Interprétation des soldes d'opinion

Un solde d'opinion, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

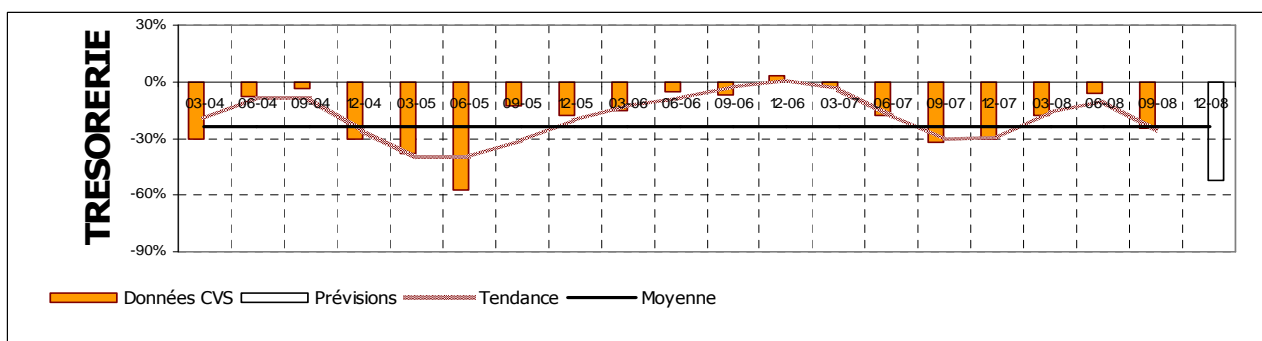
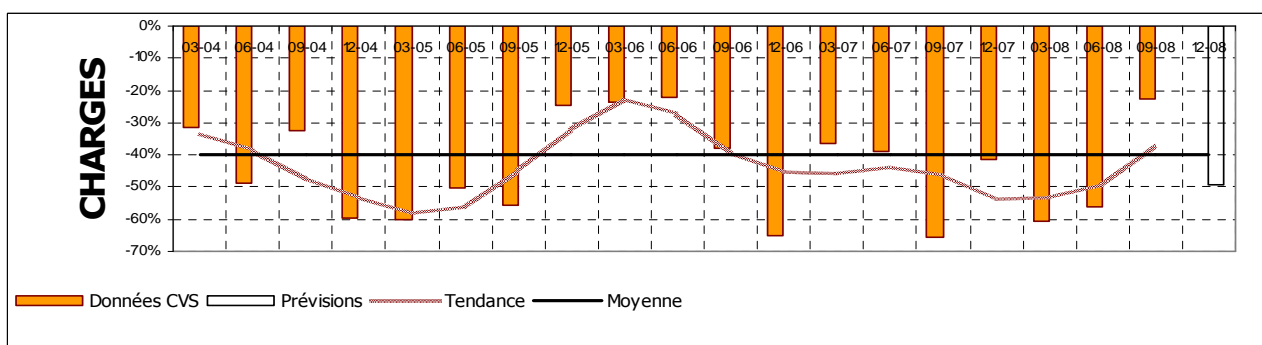
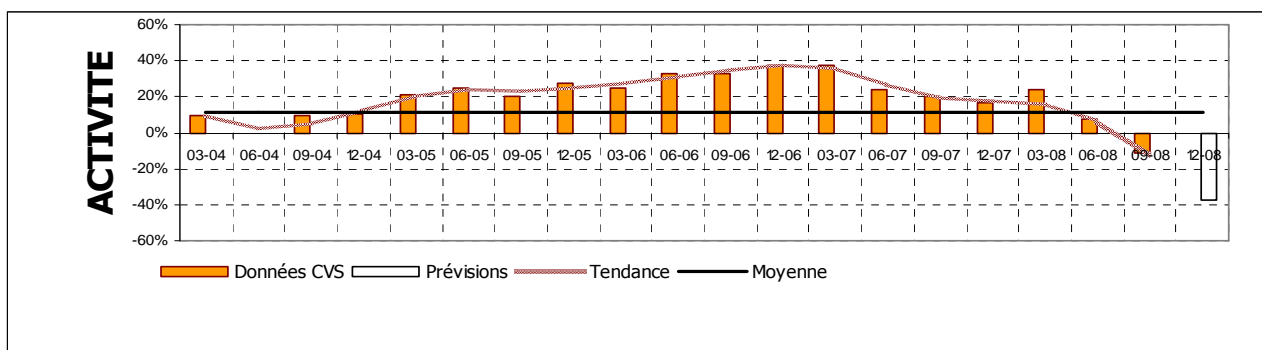
Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

Exemple :

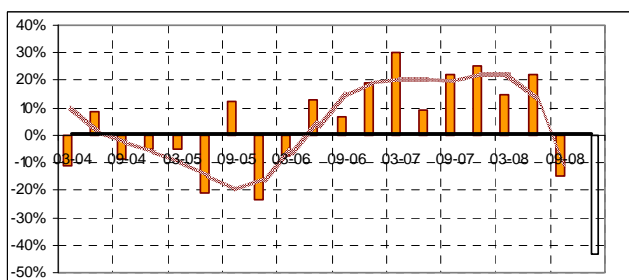
2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

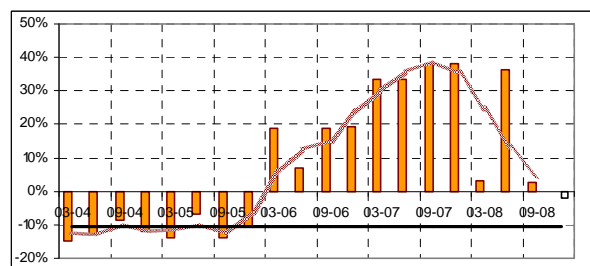
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2008¹



Effectifs

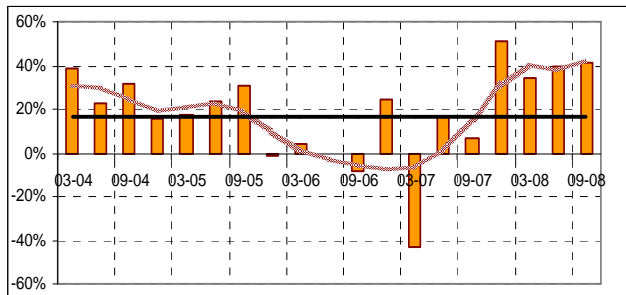


Prix

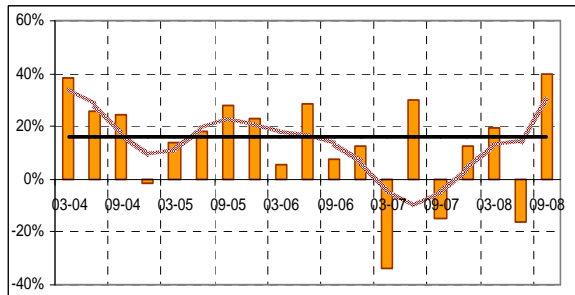


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 72 entreprises de Mayotte qui représentent un effectif total de 3 973 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2008) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

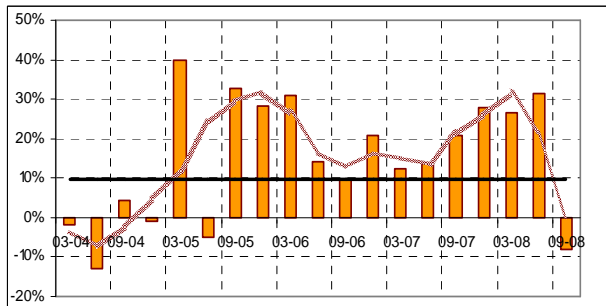
Stocks de matières premières



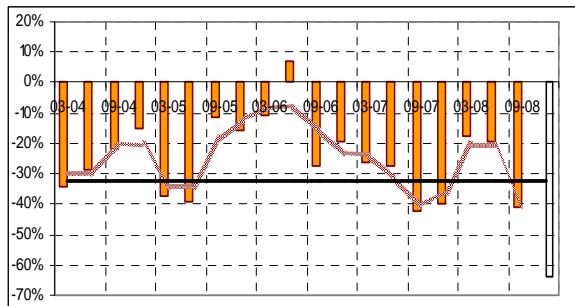
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement



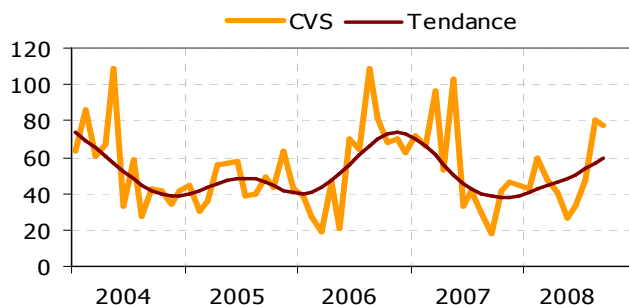
Délais de paiement



AGRICULTURE ET AQUACULTURE

Exportations de produits aquacoles

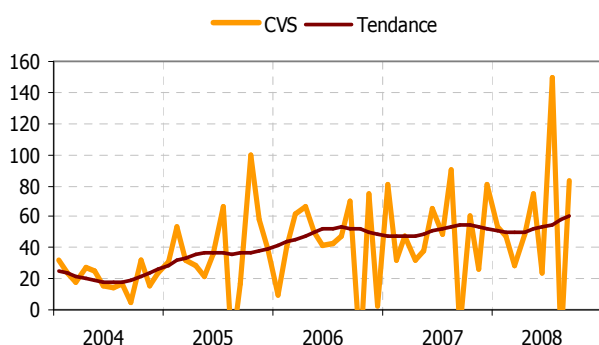
Exportations réalisées
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

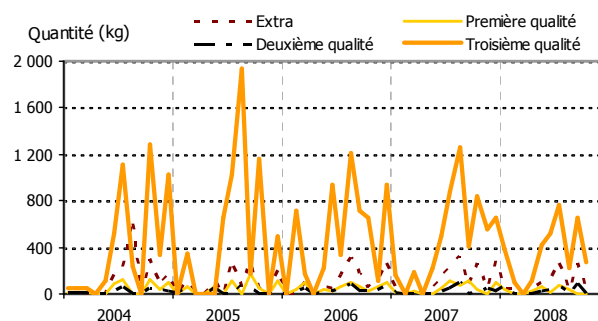
Exportations d'essence d'ylang-ylang

En valeur
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Selon la qualité, en volume
(en kg – données mensuelles - brutes)



Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Déclarations d'intention d'exporter, par trimestres

	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Total Ylang-Ylang	4 413	2 398	4 184	3 293	3 629	2 901	692	1 680	2 479	48%	-32%	-8,9%
Extra	855	876	622	645	626	593	100	267	572	114%	-9%	1%
Ylang 1ère	261	121	287	221	303	140	38	303	98	-68%	-68%	-33%
Ylang 2ème	115	56	135	167	155	113	69	70	164	134%	6%	51%
Ylang 3ème	3 182	1 345	3 140	2 260	2 545	2 055	485	1 040	1 645	58%	-35%	12%
Produits d'aquaculture					25 624	24 100	24 675	27 125	19 525	-28%	-24%	-25%

Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Exportations agricoles réalisées, par trimestres

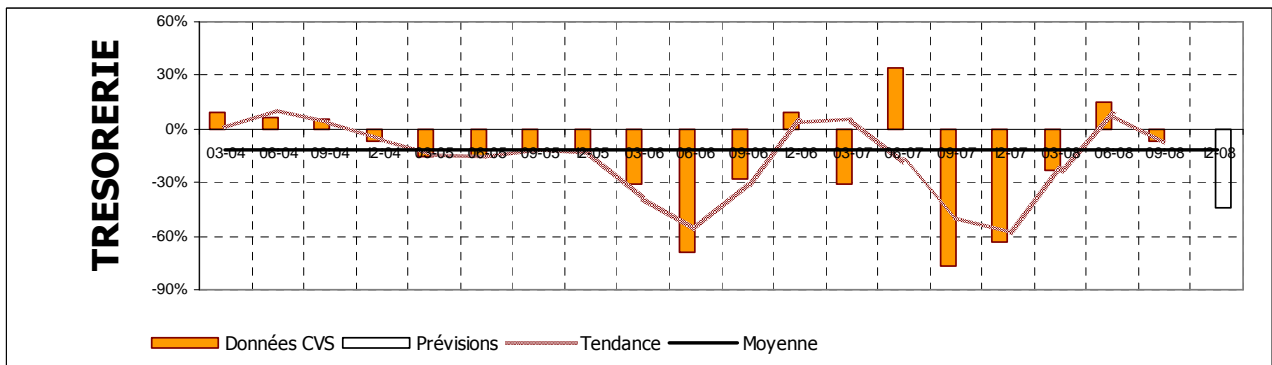
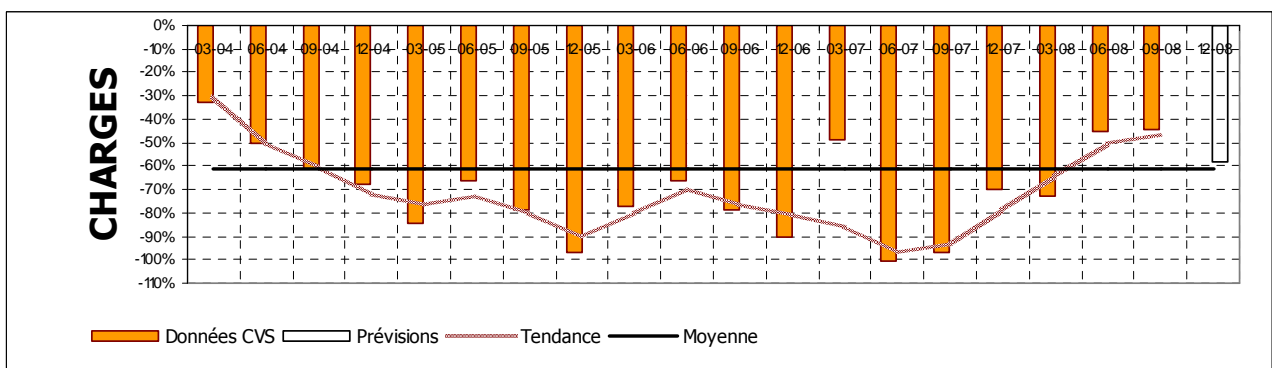
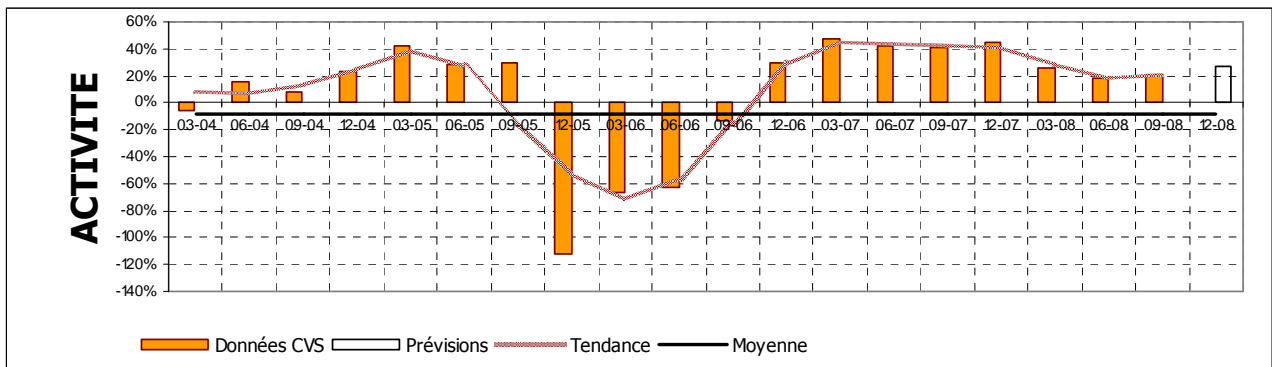
Essence d'ylang-ylang	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Volume (tonnes)	3,6	1,4	2,0	3,4	0,9	1,6	0,4	0,4	1,7	364%	78%	-13%
Valeur (milliers d'euros)	211,0	78,3	112,9	230,1	65,6	116,0	35,4	28,5	144,4	407%	120%	3%
Vanille	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Volume (tonnes)	0,6	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-77%
Valeur (milliers d'euros)	147,0	0	0	0	0	0	2	0	0	-	-	-23%
Produits aquacoles	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Volume (tonnes)	47	32	33	46	18	39	21	18	35	95%	95%	-16%
Valeur (milliers d'euros)	253	147	144	268	104	140	125	102	219	115%	111%	-12%

Source : Direction régionale des Douanes

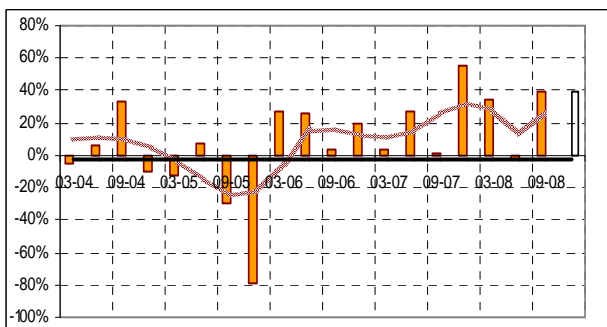
Les différences de volume entre les exportations réalisées (Douanes) et les déclarations d'intention (DAF) proviennent d'un décalage temporel entre le jour de la déclaration d'intention et le jour de l'enregistrement par les Douanes.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

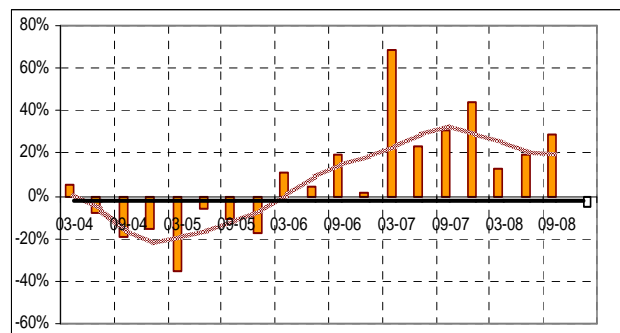
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2008⁷



Effectifs

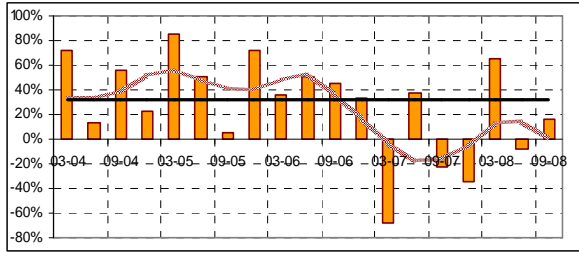


Prix

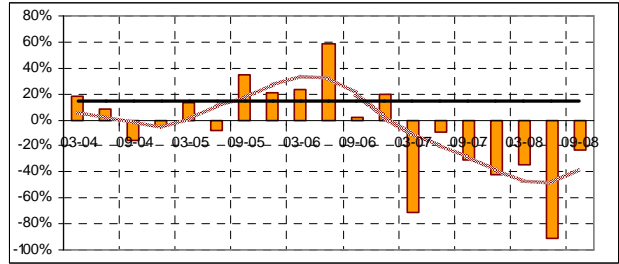


⁷ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 10 entreprises d'industrie agroalimentaire de Mayotte, qui représentent un effectif total de 275 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2008) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

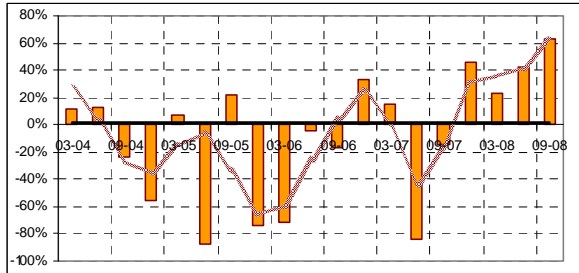
Stocks de matières premières



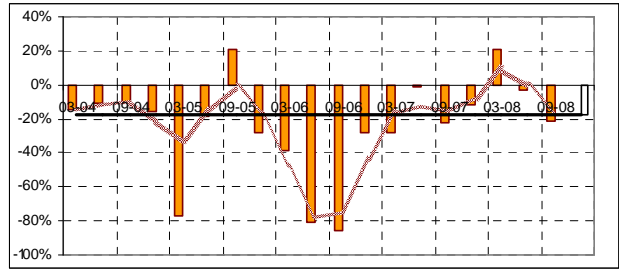
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

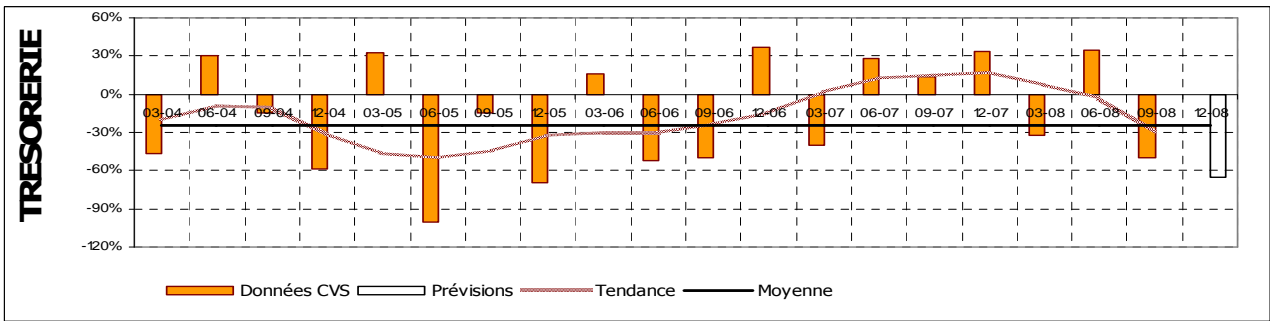
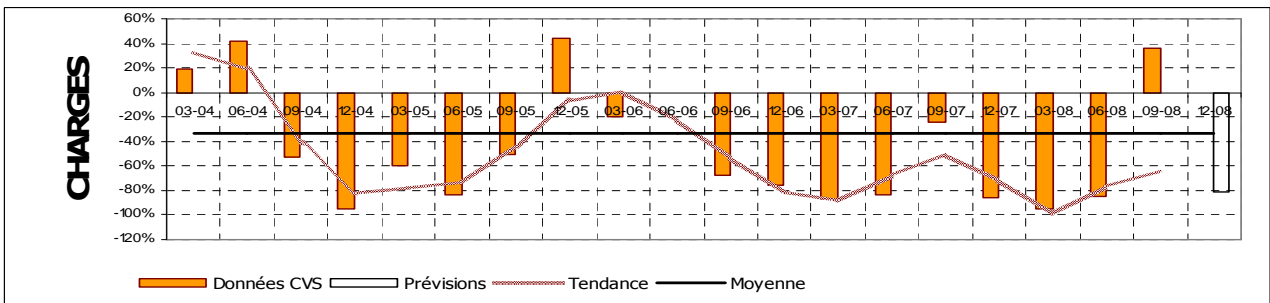
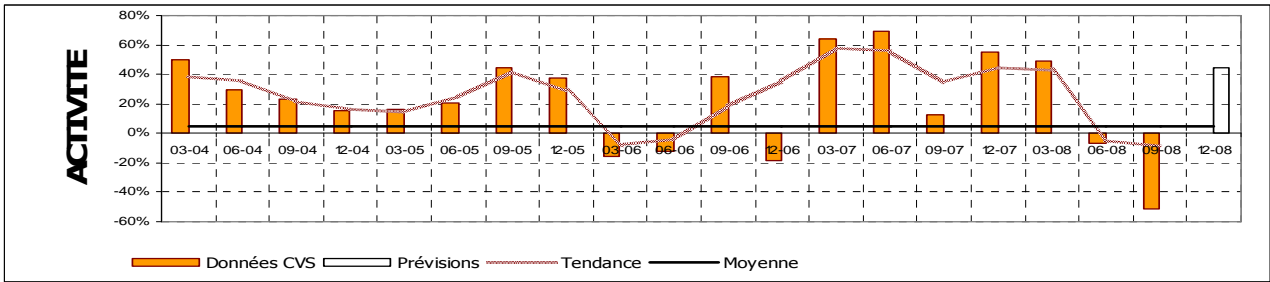


Délais de paiement

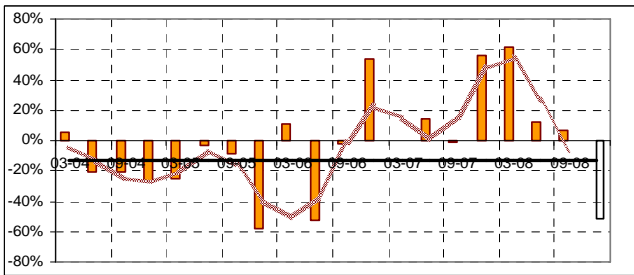


AUTRES INDUSTRIES

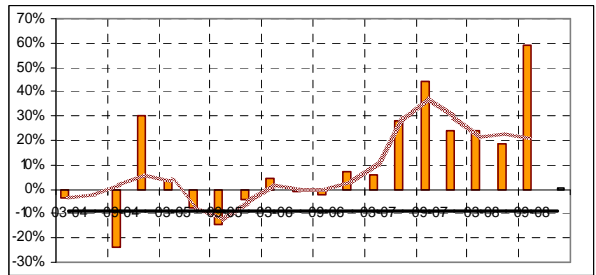
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2008⁸



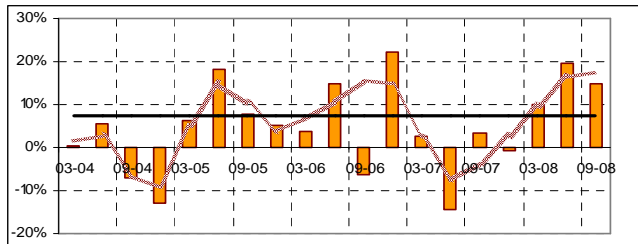
Effectifs



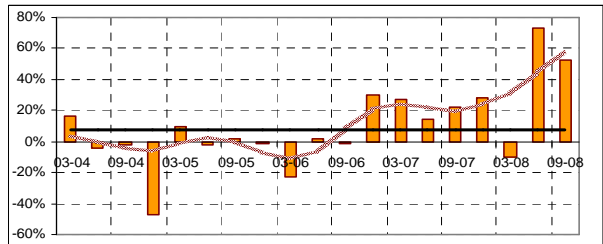
Prix



Stocks de matières premières

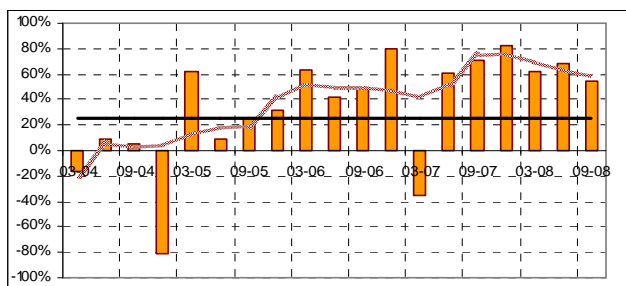


Stocks de produits finis

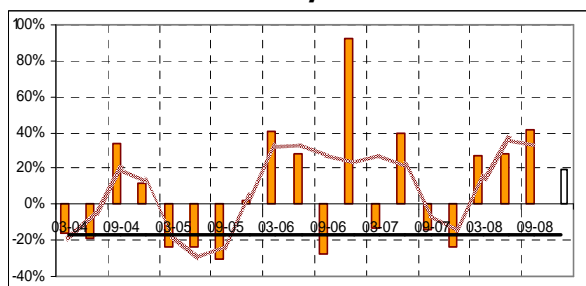


⁸ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 6 entreprises d'industrie de Mayotte, qui représentent un effectif total de 239 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2008) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

Prévisions d'investissement



Délais de paiement



La consommation énergétique

Évolution de la consommation d'électricité à Mayotte, par trimestres

ÉLECTRICITÉ	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Consommation (milliers de kWh)	25 216	27 939	31 982	38 841	41 789	42 950	48 799	46 670	48 214	3,3%	15,4%	15,9%
Nombre d'abonnés	27 319	28 434	29 631	30 667	31 874	32 232	32 604	32 870	33 321	1,4%	4,5%	-
Consommation par abonné (en kWh)	923	983	1 079	1 267	1 311	1 333	1 497	1 420	1 447	1,9%	10,4%	-

Source : Electricité de Mayotte

Évolution de la consommation d'hydrocarbures à Mayotte, par trimestres

HYDROCARBURES	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Consommation d'hydrocarbures, hors armée (en milliers de litres)	18 718	19 791	20 747	22 723	24 453	25 022	27 160	26 575	27 499	3,5%	12,5%	13,1%

Source : Total Mayotte

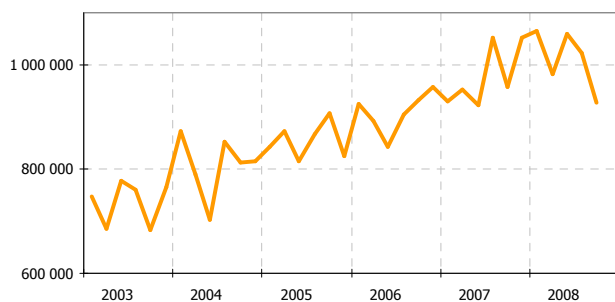
Évolution de la consommation d'eau à Mayotte, par bimestres

EAU	5B03	5B04	5B05	5B06	5B07	6B07	1B08	2B08	3B08	4B08	5B08	5B08/4B08	5B08/5B07	Σ08/Σ07
Nombre d'abonnés	28 750	29 344	27 766	29 208	30 538	30 615	30 878	34 608	33 294	34 128	33 026	-3,2%	8,1%	-
Consommation d'eau (en m ³)	682 337	812 599	906 660	931 327	957 661	1 052 558	1 064 863	982 799	1 059 204	1 021 832	927 072	-9,3%	-3,2%	5,0%
Consommation moyenne (m ³ /abonné)	23,7	27,7	32,7	31,9	31,4	34,4	34,5	28,4	31,8	29,9	28,1	-6,2%	-10,5%	-

Source : Sogea

Consommation d'eau

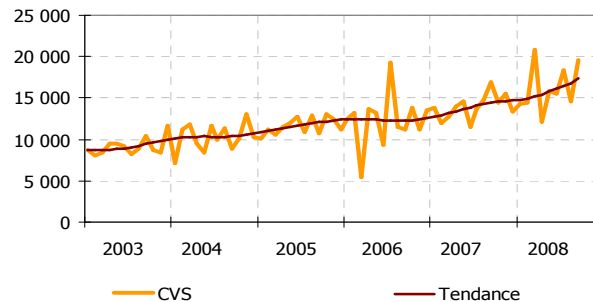
(Données brutes – bimestrielles – en m³)



Source : Sogea

Consommation d'électricité

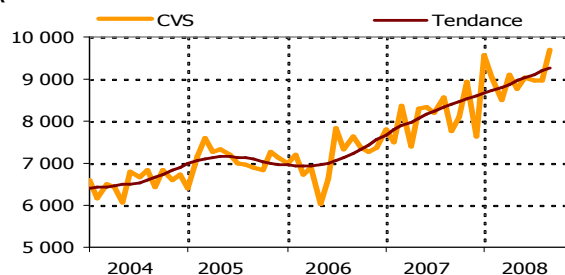
(Données CVS – mensuelles – en milliers de kWh)



Source : Électricité de Mayotte

Consommation d'hydrocarbures

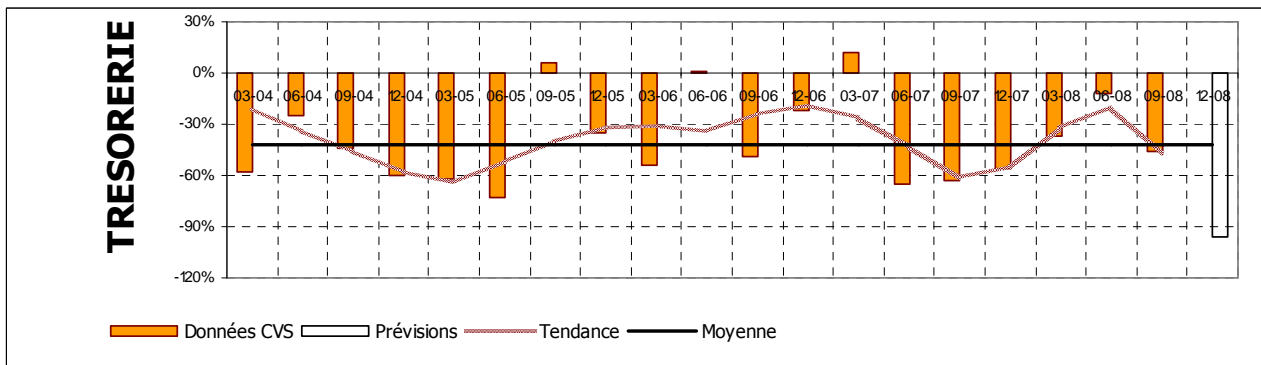
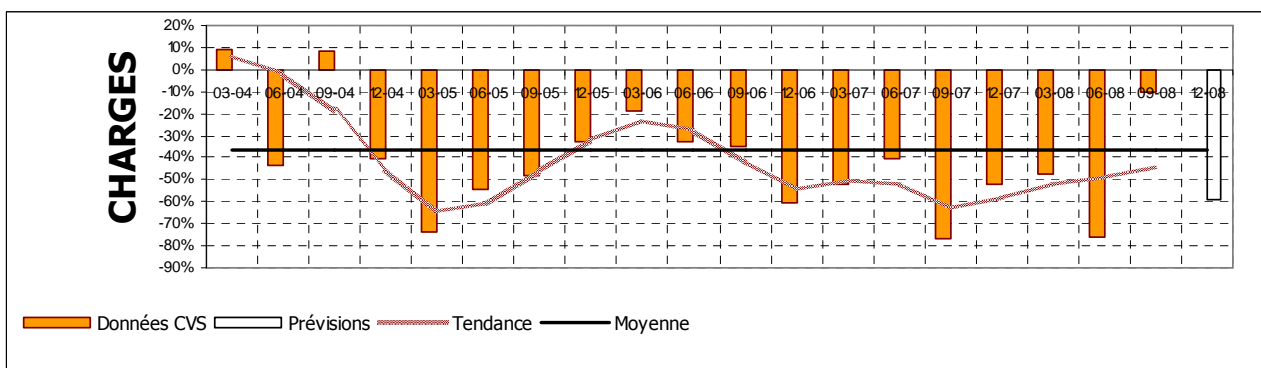
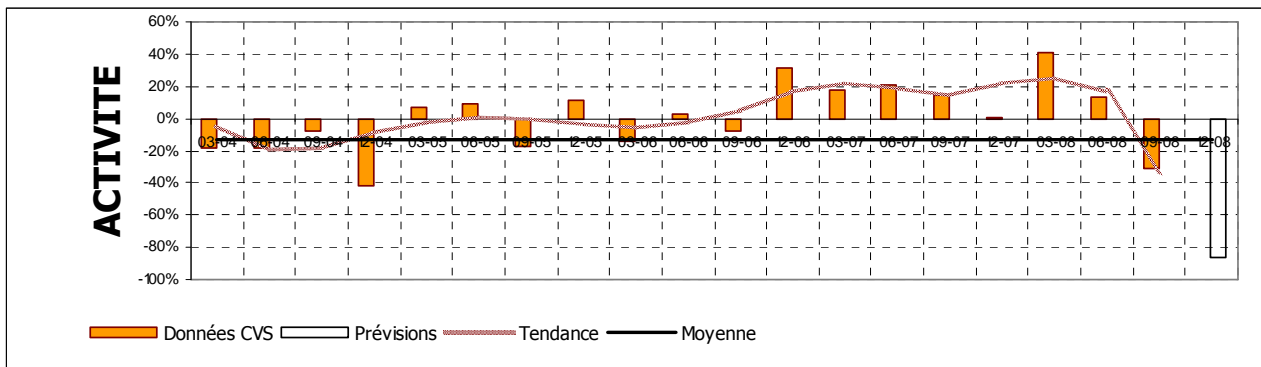
(Données CVS – mensuelles – en milliers de litres)



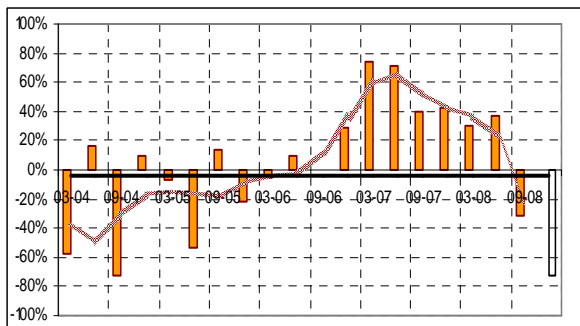
Source : Total Mayotte

CONSTRUCTION

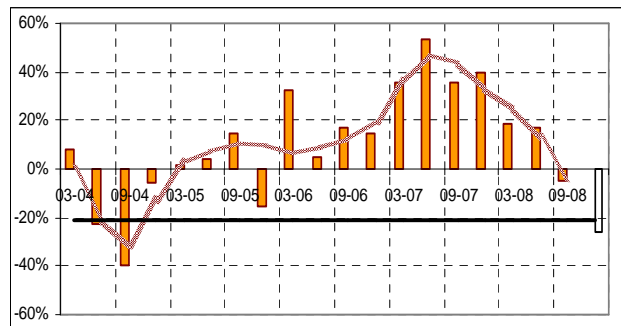
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2008⁹



Effectifs

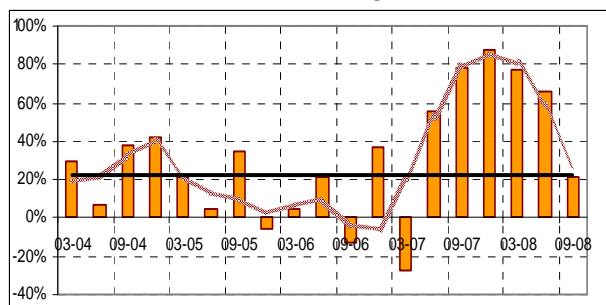


Prix

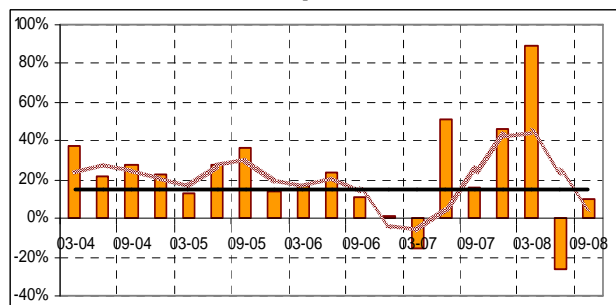


⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 11 entreprises de BTP de Mayotte qui représentent un effectif total de 1 323 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2008) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

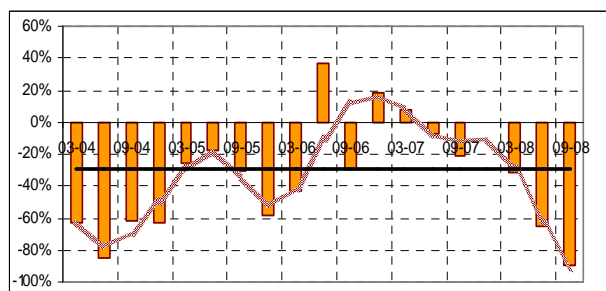
Stocks de matières premières



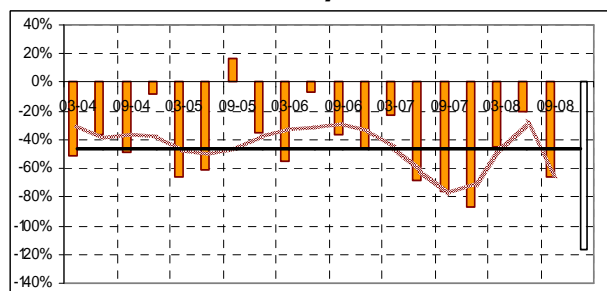
Stocks de produits finis



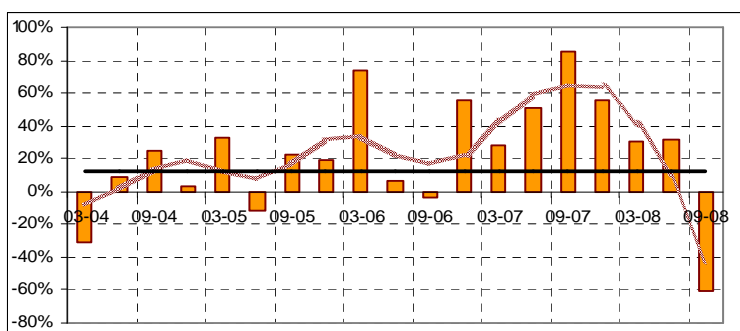
Carnet de commandes



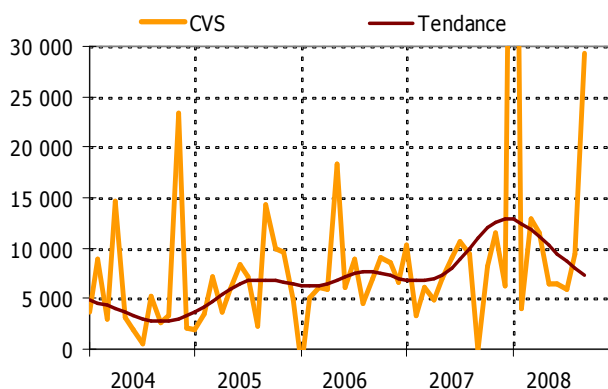
Délais de paiement



Prévisions d'investissement

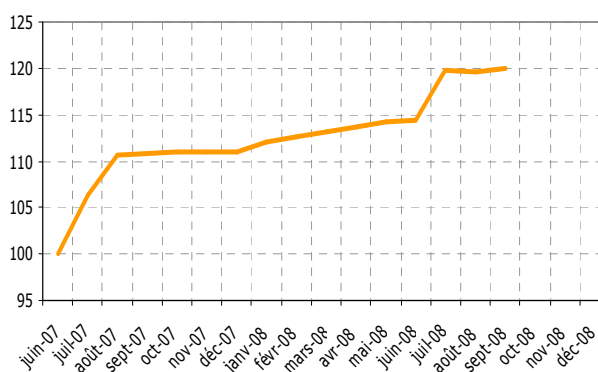


Importations de ciment
(en tonnes – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Évolution de l'indice général des prix du bâtiment à Mayotte (Indice BTM01)



Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43 %), des prix de différentes matières, du ciment (6 %), du transport (3 %), de l'énergie (3 %) et de frais divers (15 %).
Source : Direction de l'Équipement de Mayotte.

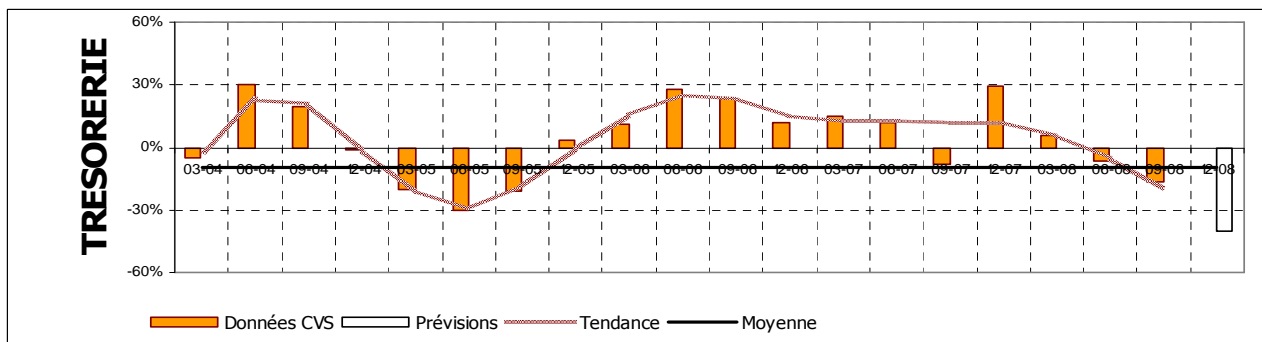
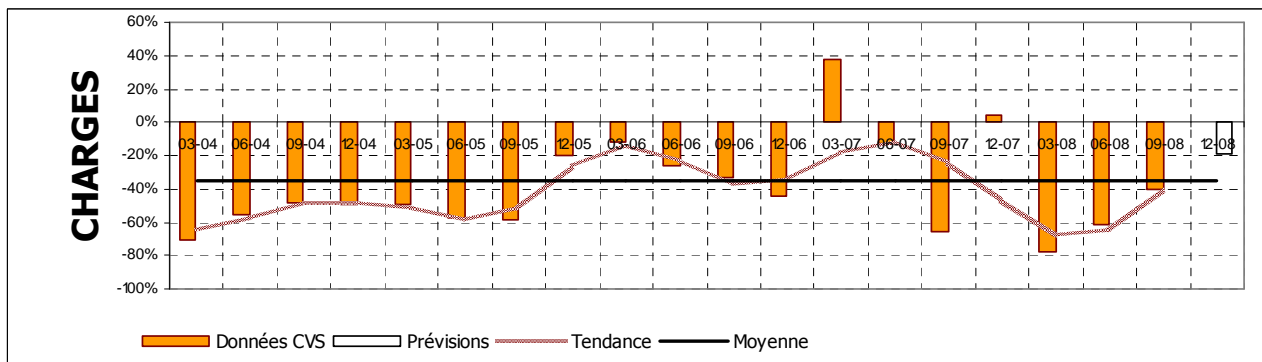
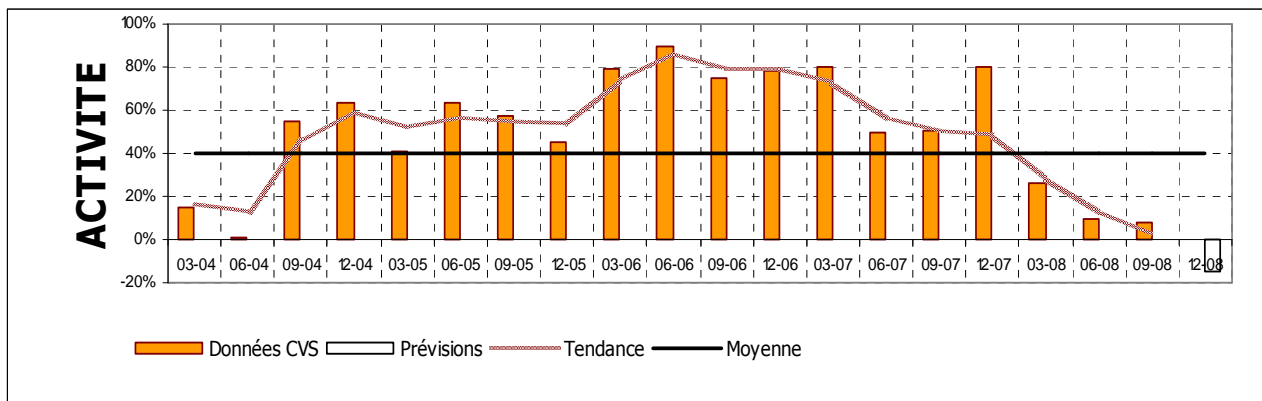
Importations de ciment, par trimestres, en valeur et en volume

	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
en milliers d'euros	1 279	723	2 762	2 085	2 165	2 293	3 675	2 388	2 740	15%	27%	55%
en tonnes	21 743	11 686	26 798	23 110	22 362	25 624	107 763	19 168	47 113	146%	111%	186%

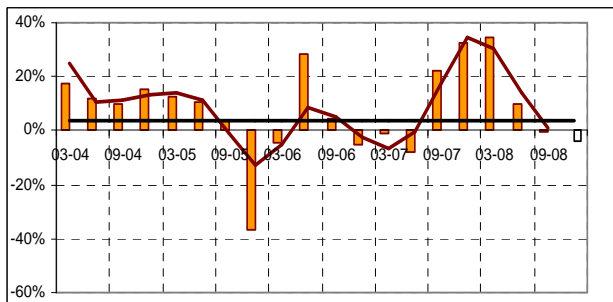
Source : Direction régionale des Douanes

COMMERCE

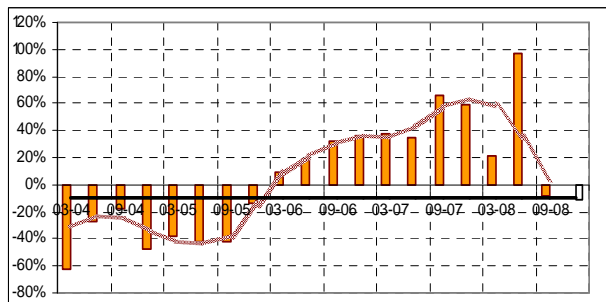
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2008¹⁰



Effectifs

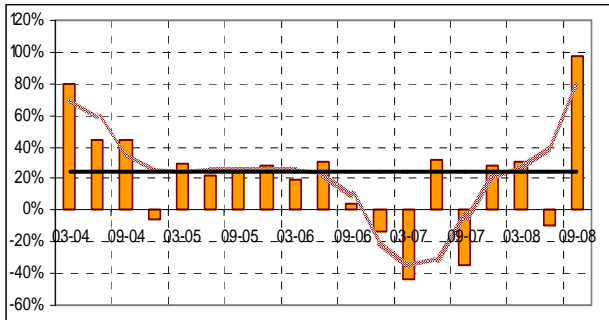


Prix

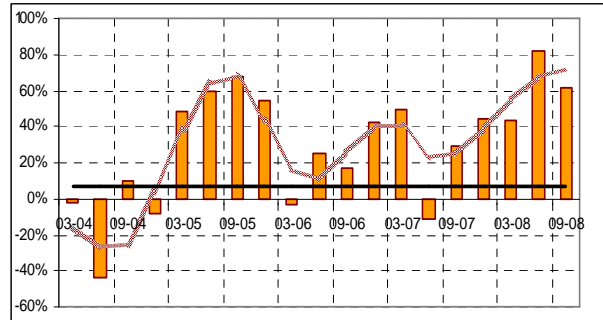


¹⁰ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises de commerce de Mayotte qui représentent un effectif total de 1069 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2008) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

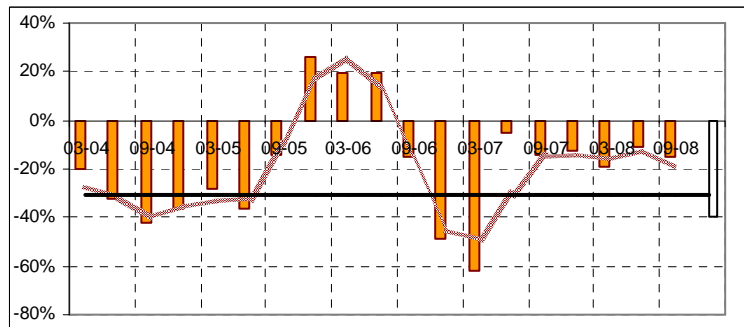
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

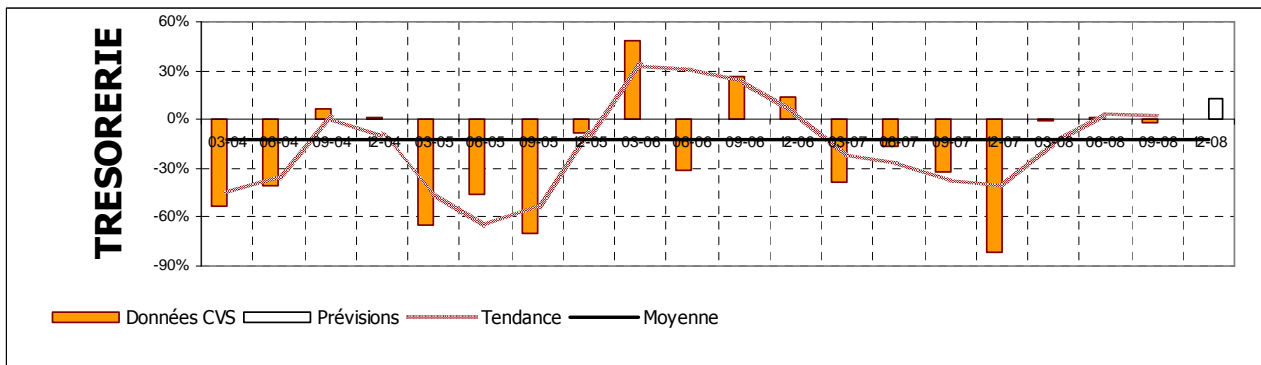
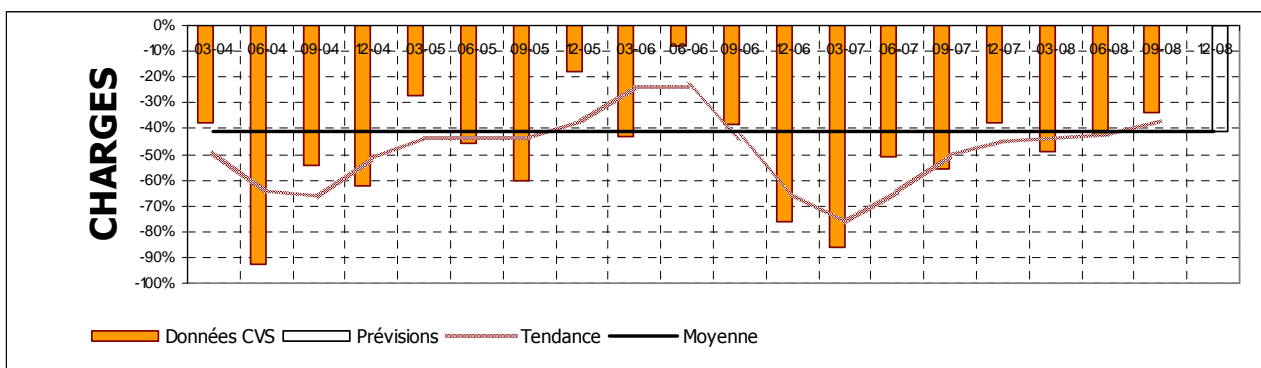
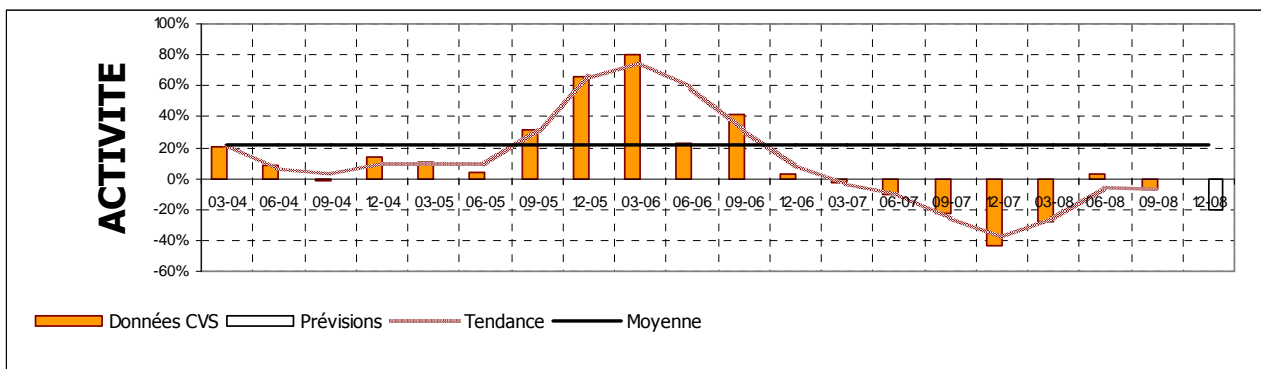


Délais de paiement

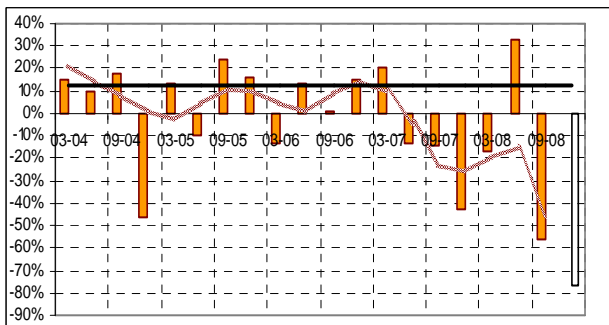


SERVICES MARCHANDS

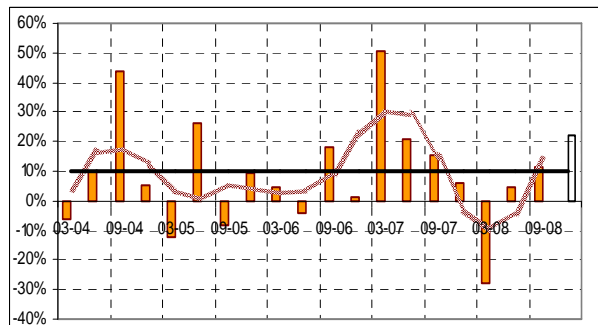
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2008¹



Effectifs

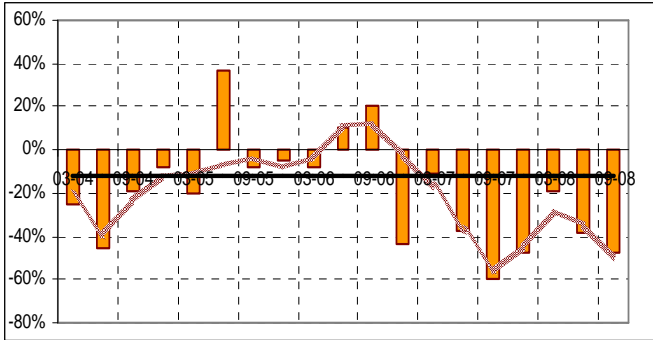


Prix

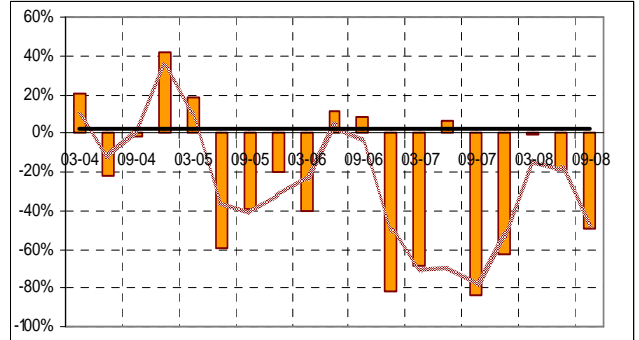


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises de services Mayotte, qui représentent un effectif total de 976 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2008) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

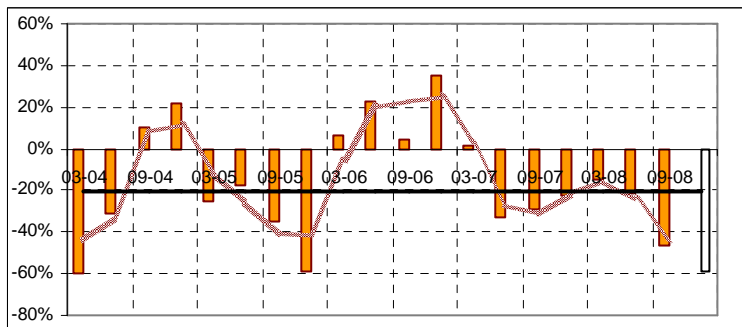
Niveaux du carnet de commandes



Prévisions d'investissement

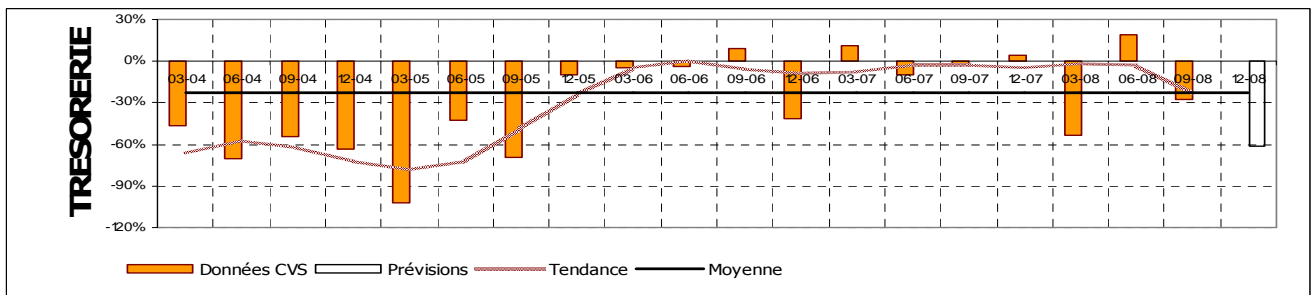
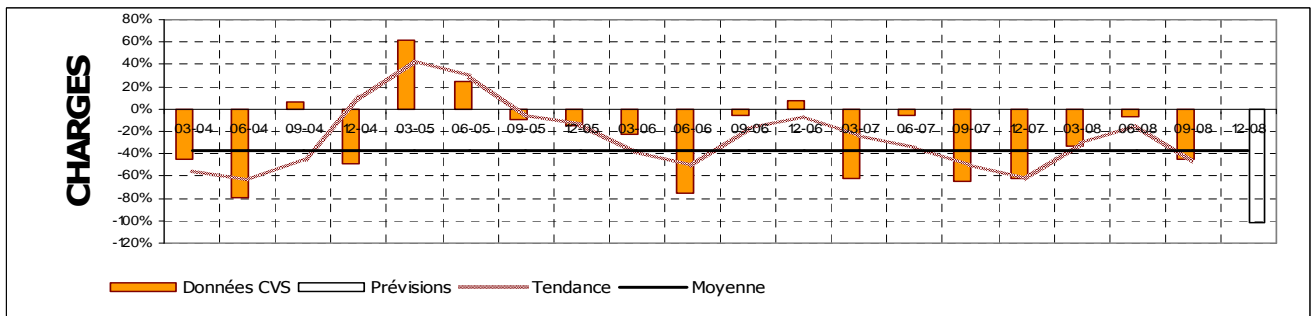
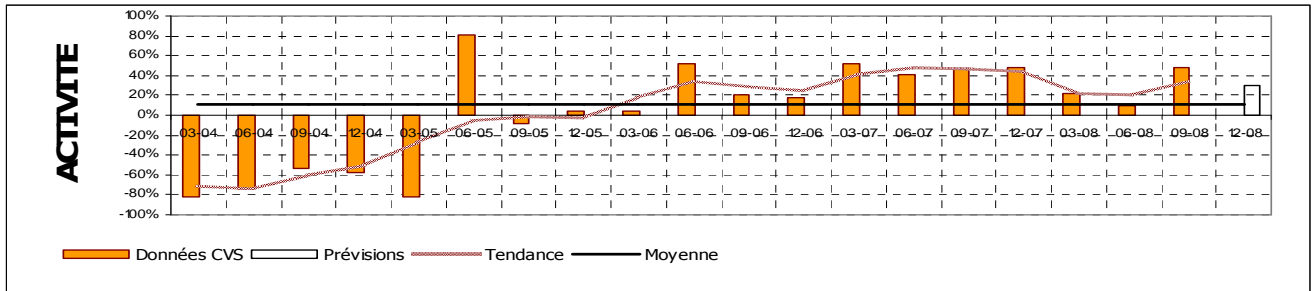


Délais de paiement

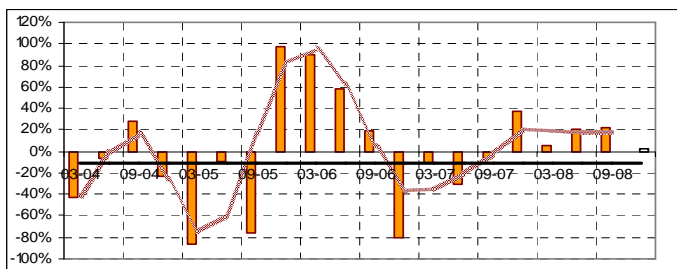


HÔTELLERIE - TOURISME

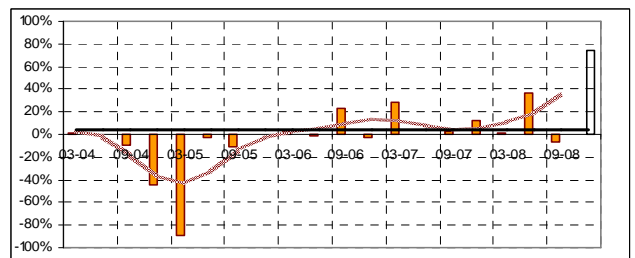
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2008¹



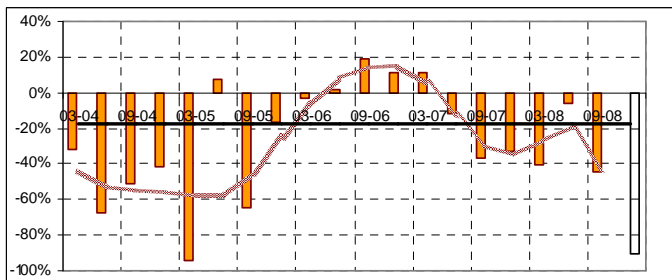
Effectifs



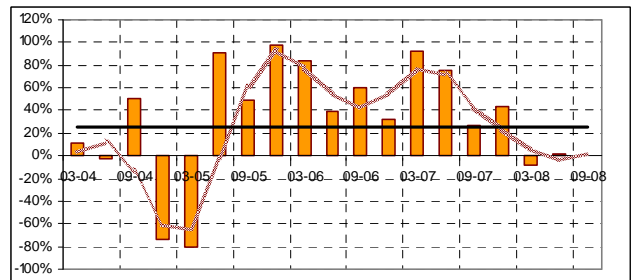
Prix



Délais de paiement



Prévisions d'investissement

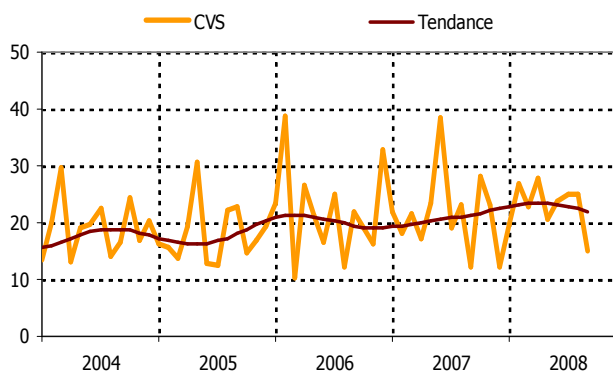


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 6 entreprises de tourisme de Mayotte, qui représentent un effectif total de 91 personnes. Les graphiques de réalisations retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2008) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

3. Les entreprises

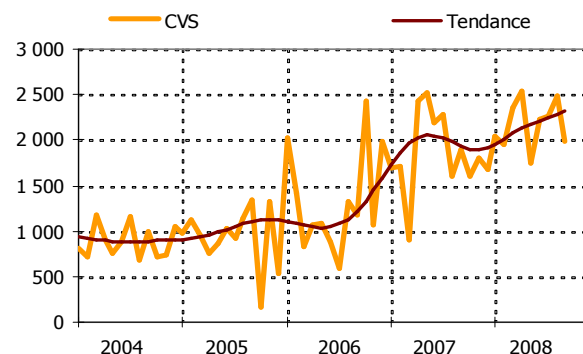
3.1 L'investissement des entreprises

Ventes de véhicules utilitaires
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Importations de biens d'équipement professionnel
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Nombre de véhicules utilitaires vendus, par trimestres

3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
46	55	58	61	56	74	66	72	70	-2,8%	25,0%	11,8%

Source : SOREFI

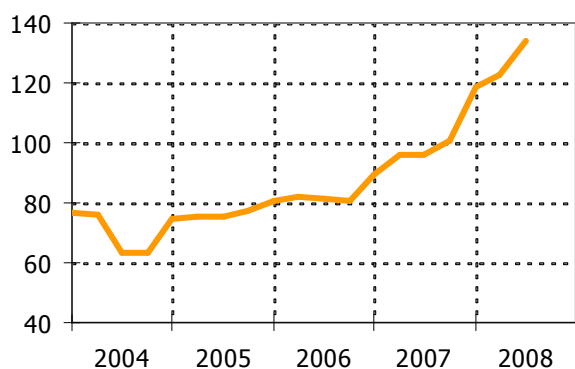
Importations de biens d'équipement professionnel (en milliers d'euros), par trimestres

3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
2 385	2 752	3 389	3 066	5 646	5 478	6 322	6 370	6 543	3%	16%	18%

Source : Direction régionale des Douanes

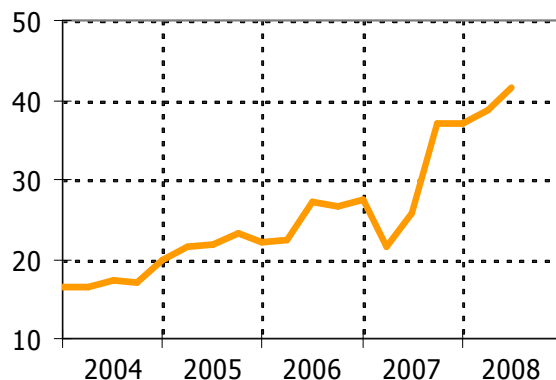
3.2 Le financement des entreprises

Encours bancaires des crédits à l'équipement
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Encours bancaires des crédits d'exploitation
(en millions d'euros – données trimestrielles)



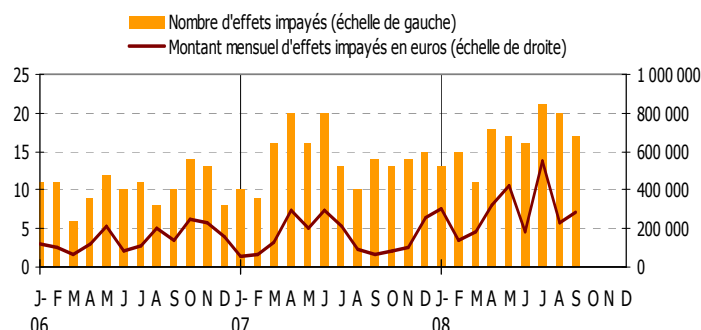
Encours bancaires des crédits à l'équipement et d'exploitation des entreprises, contractés sur l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement)

en millions d'euros	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	juin-08/mars-08	juin-08/juin-07
crédits à l'équipement	76,1	63,4	75,1	81,4	96,2	100,9	118,4	122,5	133,9	9,3%	39,2%
crédits d'exploitation	17,1	17,2	21,8	27,2	25,7	37,1	37,1	38,9	41,5	6,9%	61,4%

Source : IEDOM

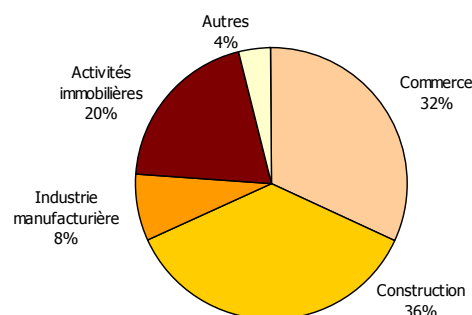
3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

Incidents de paiement sur effets (IPE)
Évolution des incidents de paiement sur effets des entreprises mahoraises depuis janvier 2006



Source : IEDOM

Répartition par secteur d'activité des incapacités de payer contractées sur les 60 dernières semaines, au 30 septembre 2008

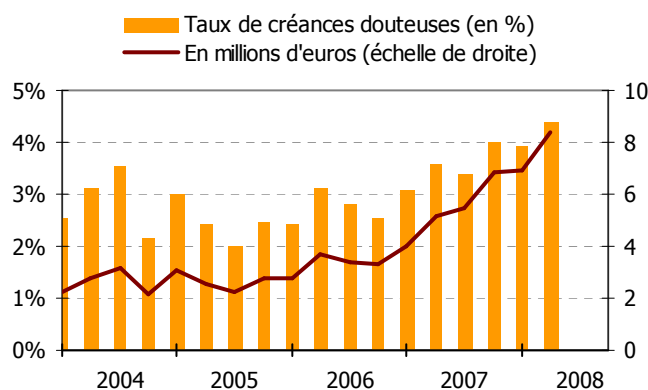


Impayés sur effets, en montant et en nombre, par trimestres (flux)

	1T06	2T06	3T06	4T06	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ2008/Σ2007
Montant, en milliers d'euros	286,4	412,2	448,5	637,8	250,6	790,5	371,1	447,1	628,2	924,7	1061,2	14,8%	186,0%	85%
dont contestations de créances	33	24,8	162,0	53,8	48,6	143,5	124,9	73,5	160,1	313,4	167,8	-46,5%	34,3%	102%
dont incapacités de paiement	253,4	387,5	286,5	584,0	202,0	647,0	246,3	373,6	468,2	611,2	893,4	46,2%	262,7%	80%
Nombre	28	31	29	35	35	56	37	42	39	51	58	13,7%	56,8%	16%

Source : IEDOM

Créances douteuses nettes des entreprises, contractées auprès des établissements de crédit installés localement



Source : IEDOM

Créances douteuses nettes des entreprises, contractées auprès des établissements de crédit installés localement

	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	juin-08/mars-08	juin-08/juin-07
en millions d'euros	3,0	2,8	2,6	3,7	5,2	5,5	6,8	6,9	8,4	20,9%	62,9%
Taux de créances douteuses	3,4%	3,1%	2,4%	3,1%	3,6%	3,4%	4,0%	3,9%	4,4%	+0,5 pt	+0,8 pt

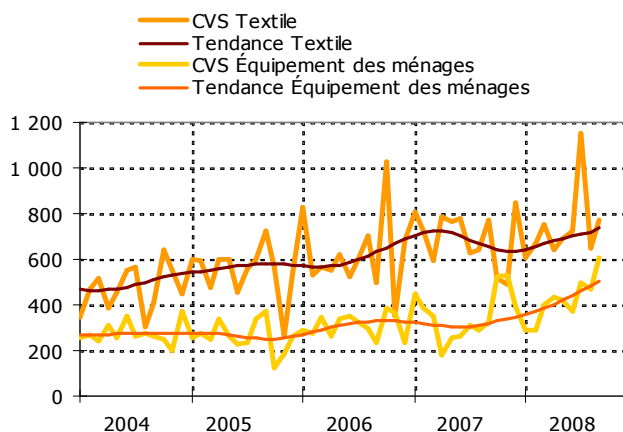
Source : IEDOM

4. Les ménages

4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager, de vêtements et de produits textiles

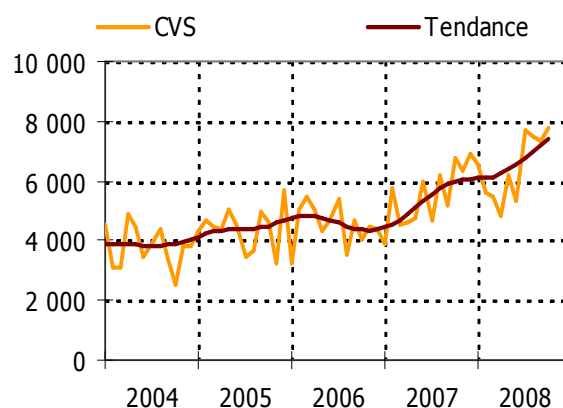
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires

(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

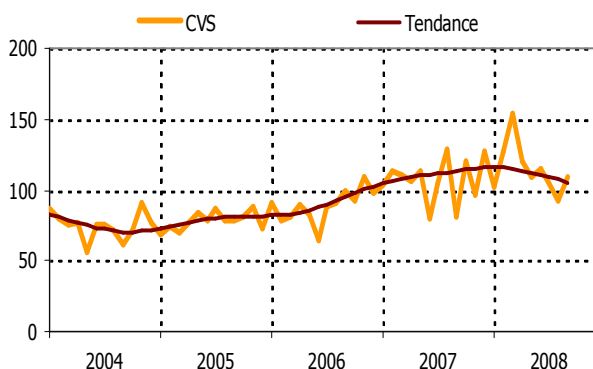
Importations de biens de consommation des ménages, par trimestres, en milliers d'euros

Importations (en milliers d'euros)	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Produits alimentaires	12 890	10 890	13 737	12 812	18 657	21 690	13 552	19 045	23 237	22%	25%	20%
-dont boissons	2 838	2 976	3 994	4 132	4 647	5 896	3 381	4 530	6 364	40%	37%	25%
-dont riz	1 890	1 850	1 581	1 480	2 165	2 312	972	2 856	3 279	15%	51%	34%
-dont produits laitiers	1 489	1 279	1 321	1 254	2 053	2 175	1 196	1 861	2 187	18%	7%	9%
-dont viandes et abats	3 943	2 925	3 844	3 521	6 041	6 801	4 975	5 624	6 832	21%	13%	18%
-dont ailes et cuisses de poulet	1 785	1 326	1 571	1 366	2 723	3 634	2 167	2 127	2 756	30%	1%	20%
Vêtements et produits textiles	1 683	1 474	2 078	1 991	2 241	2 137	1 587	2 026	2 774	37%	24%	3%
Biens d'équipement ménager	1 026	806	952	860	938	1 505	946	1 176	1 596	36%	70%	36%

Source : Direction régionale des Douanes

Ventes de véhicules de tourisme

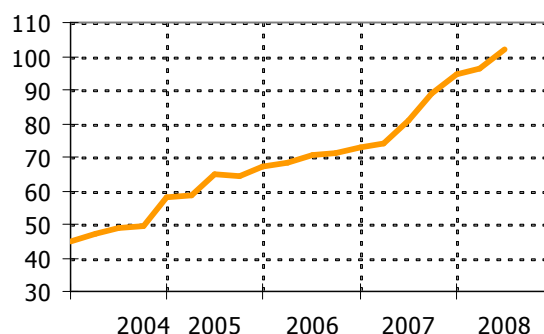
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Encours bancaires totaux des crédits à la consommation, contractés sur l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non locaux)

(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Nombre de véhicules de tourisme vendus, par trimestres

3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
294	225	259	296	334	348	347	355	318	-10,4%	-4,8%	8,4%

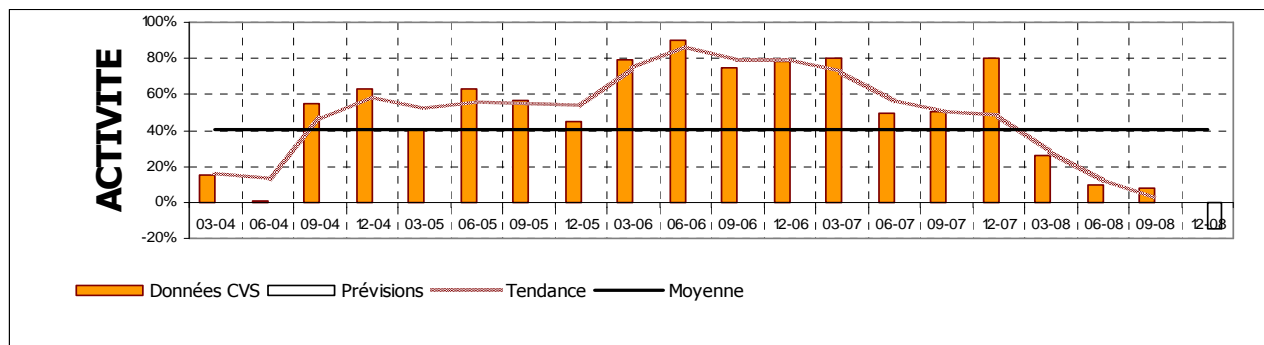
Source : SOREFI

Encours bancaires totaux des crédits à la consommation, contractés sur l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non locaux), en millions d'euros

juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	juin-08/mars-08	juin-08/juin-07
38,3	49,0	64,6	70,5	80,9	88,6	94,5	96,1	102,0	6,2%	26,1%

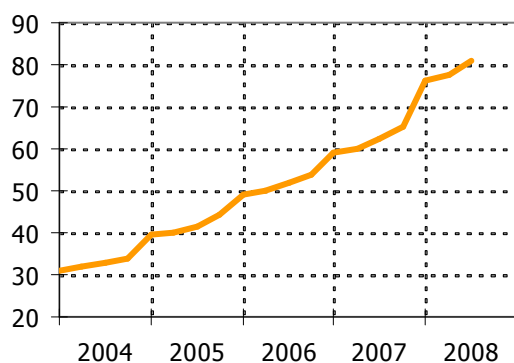
Source : IEDOM

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du commerce au 30 septembre 2008



4.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires totaux des crédits à l'habitat, contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) (en millions d'euros, données trimestrielles)



Source : IEDOM

Encours bancaires totaux des crédits à l'habitat contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement), en millions d'euros

En millions d'euros	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	juin-08/mars-08	juin-08/juin-07
Crédits à l'habitat	26,1	33,0	41,2	52,0	62,2	65,0	76,1	77,4	81,0	4,6%	30,2%

Source : IEDOM

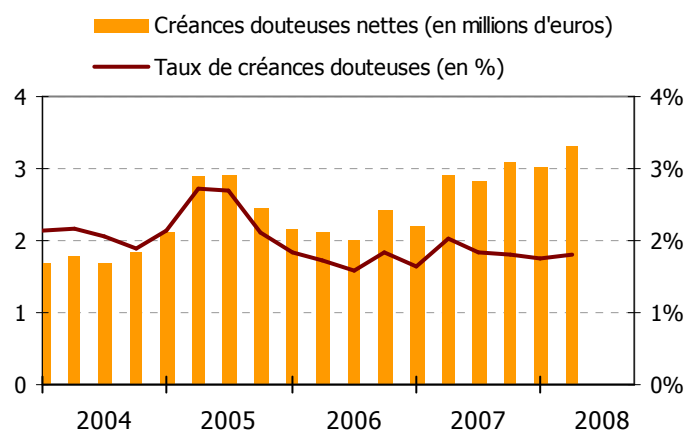
4.3 La vulnérabilité financière des ménages

Créances douteuses nettes des ménages, contractées auprès des établissements de crédit locaux et non locaux

	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	juin-08/mars-08	juin-08/juin-07
en millions d'euros	1,5	1,8	2,9	2,1	2,9	2,8	3,1	3,0	3,3	8,9%	13,4%
Taux de créances douteuses	2,3%	2,2%	2,7%	1,7%	2,0%	1,8%	1,8%	1,7%	1,8%	+0,1 pt	-0,2 pt

Source : IEDOM

Ratio Créances douteuses nettes / total des crédits (crédits accordés aux ménages, contractés auprès des établissements de crédit locaux et non locaux) (données trimestrielles)

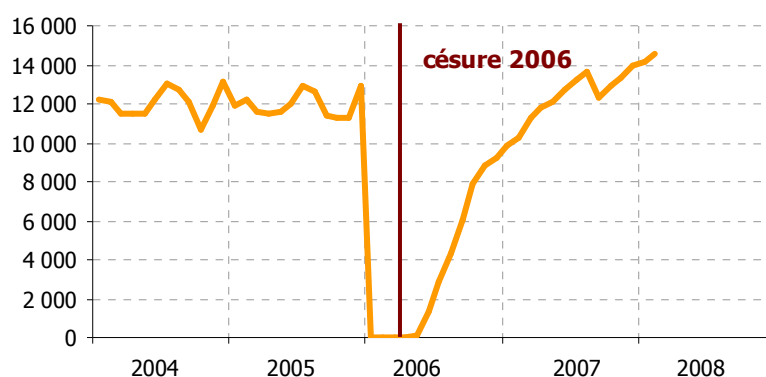


Source : IEDOM

5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

5.1 Le marché de l'emploi

Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés auprès de l'Agence Nationale Pour l'Emploi



Source : Direction du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DTEFP) jusqu'en juin 2006 puis ANPE.

*La césure en 2006 correspond à la date où l'ANPE a mis en place une base de données des demandeurs d'emploi, sans reprise de la base de la DTEFP.

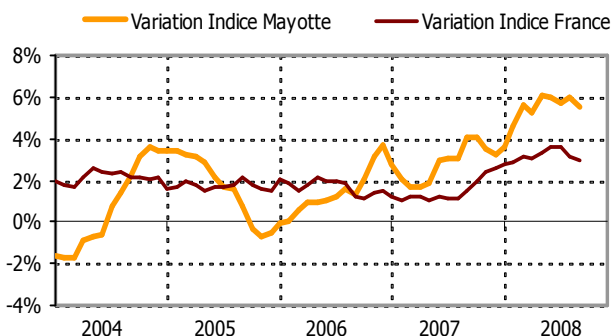
Offres d'emploi par secteur d'activité enregistrées par l'ANPE au cours de l'année 2008

octobre-08	enregistrées	satisfaites
Total des offres enregistrées	2 936	2 567
Agriculture, chasse, sylviculture	40	24
Pêche, aquaculture	22	6
Industries extractives	19	17
Industries manufacturières	194	149
Production et distribution d'électricité, de gaz de vapeur et d'air conditionné	24	18
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	8	10
Construction	499	445
Commerce - réparations automobile et de motocycles	213	138
Transports et entreposage	51	36
Hébergements et restaurations	140	112
Information et communication	28	15
Activités financières et d'assurance	8	6
Activités immobilières	12	11
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	71	47
Activités de services administratifs et de soutien	71	62
Administration publique	1 295	1 296
Éducation	52	41
Santé humaine et action sociale	26	26
Arts, spectacles et activités récréatives	3	1
Autres activités de services	139	96
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	21	11
Activités extra-territoriales	-	-
Non renseigné	-	-

Source : ANPE

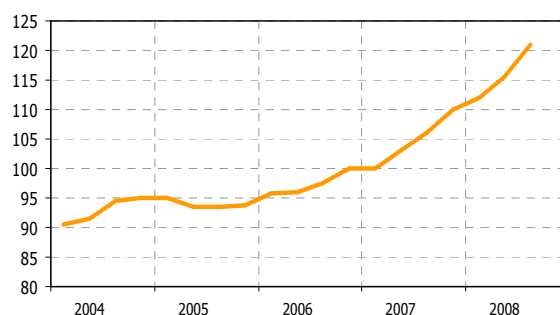
5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus

Évolution de l'indice des prix à la consommation (variations en glissement annuel)



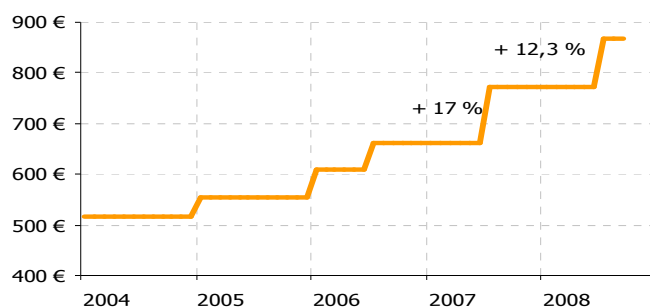
Source : INSEE

Évolution de l'indice des prix du poste « produits alimentaires et boissons » à Mayotte (base 100 : décembre 06)



Source : INSEE

SMIG mensuel net en euros
(sur la base de 169 heures travaillées par mois)



Source : DTEFP

En 2008, les cotisations salariales s'élèvent à 6,5 % (4 % au titre de la retraite, 2 % pour l'assurance maladie-maternité, 0,5 % pour l'assurance chômage)

Salaires minimum interprofessionnel garanti (SMIG) de Mayotte, en euros

SALAIRES (€)	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	sept-08/sept-07
SMIG horaire brut	3,16	3,25	3,48	4,18	4,89	4,89	4,89	4,89	5,49	12,3%
SMIG mensuel brut	502	549,25	588,12	706,42	826,41	826,41	826,41	826,41	927,81	12,3%
SMIG mensuel net	479,76	516,30	552,83	660,50	772,69	772,69	772,69	772,69	867,50	12,3%

Source : DTEFP

Évolution des indices des prix à Mayotte

PRIX	Pondération*	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07*	déc-07*	mars-08*	juin-08*	sept.-08*	sept.-08/juin-08	sept.-08/sept.-07
Indice général des prix à la consommation (base 100 : décembre 2006)	10 000	96,1	96,8	98,1	102,1	103,3	104,5	106,1	107,7	1,5%	5,5%
Produits alimentaires et boissons	2 712	94,6	93,6	97,5	106,1	110,0	111,9	115,5	120,9	4,6%	14,0%
Produits manufacturés	3 177	99,2	99,6	98,6	101,2	101,0	101,7	101,7	100,5	-1,2%	-0,6%
Services aux ménages	3 342	91,7	98,3	98,5	102,3	102,6	103,5	105,4	106,4	0,9%	4,0%

Source : INSEE

* A partir de janvier 2007, l'INSEE-Mayotte a procédé à un changement de base (base 100 : décembre 2006 au lieu de 1996). Les comparaisons avec les mois antérieurs à décembre 2006 sont délicates dans la mesure où la nomenclature et la pondération des postes ont également été modifiées.

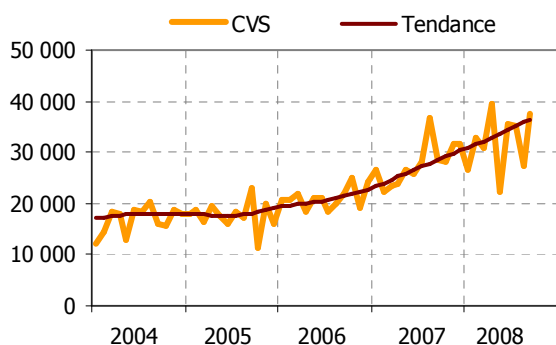
5.3 Commerce extérieur

Échanges commerciaux en valeur, hors hydrocarbures, par trimestres (en milliers d'euros)

En milliers d'euros	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Importations	52 630	59 591	61 599	63 320	98 914	93 538	85 366	94 131	102 135	8,5%	3,3%	15,7%
Exportations	1 457	1 075	1 235	1 857	1 555	1 300	421	1 075	1 813	68,7%	16,6%	-34,8%
Taux de couverture	2,8%	1,8%	2,0%	2,9%	1,6%	1,4%	0,5%	1,1%	1,8%	0,7 point	+0,2 point	-

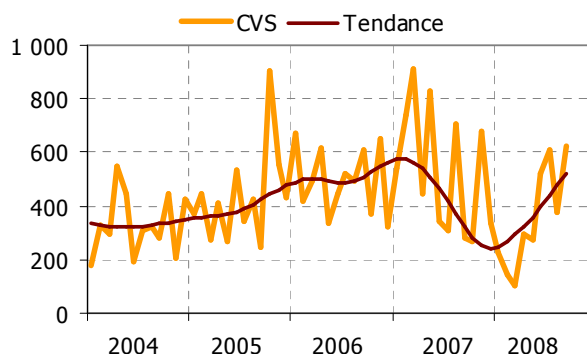
Source : Direction régionale des Douanes

Importations hors hydrocarbures
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

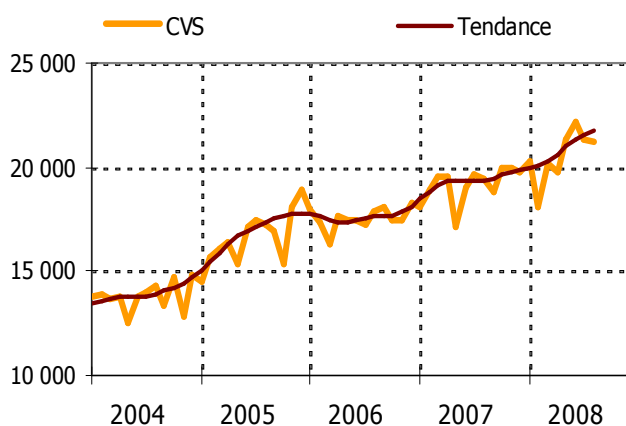
Exportations hors hydrocarbures
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

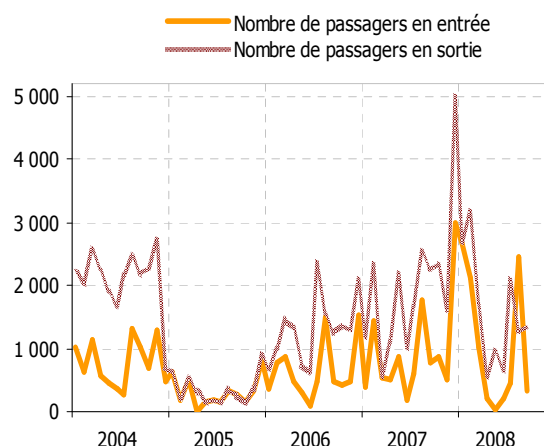
5.4 Les transports

Nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi (entrées et sorties, hors transit)
(nombre – données mensuelles – CVS)



Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Nombre de passagers enregistrés au Port de Mayotte (Dzaoudzi), en entrées et en sorties
(nombre – données mensuelles – brutes)



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

Évolution du trafic aérien de l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi, par trimestres

TRAFIC AERIEN	2T03	2T04	2T05	2T06	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	août-07	août-08	2T08/1T08	2T08/2T07	août-08/août-07	Σ08/Σ07
Mouvements de vols	667	798	949	885	653	1 204	916	852	1 033	464	495	21,2%	58,2%	6,7%	18,8%
Nombre de passagers (hors transit)	29 413	33 484	40 975	44 482	47 165	79 439	54 997	50 916	54 199	31 249	33 922	6,4%	14,9%	8,6%	9,2%
Fret commercial (en tonnes)	197	283	423	406	421	433	453	382	451	146	143	18,1%	7,1%	-2,1%	6,5%
Poste (en tonnes)	97	71	79	88	98	116	129	123	157	37	82	27,6%	60,2%	121,6%	47,0%

Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Évolution du trafic maritime du Port de Mayotte (Longoni et Dzaoudzi), par trimestres

TRAFIC MARITIME	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/2T08	3T08/3T07	Σ08/Σ07
Mouvements de navires (entrées + sorties)	307	268	131	181	211	248	224	158	222	41%	5%	7,5%
Port de Longoni	132	122	116	114	110	106	104	102	114	12%	4%	2,5%
Port de Dzaoudzi	175	146	15	67	101	142	120	56	108	93%	7%	-17,6%
Trafic de passagers												
nombre d'entrées	2 881	2 587	730	2 436	3 130	4 335	5 779	436	3 225	640%	3%	59%
nombre de sorties	7 592	6 797	730	5 154	6 445	8 903	7 556	2 132	4 666	119%	-28%	17%
Total	10 473	9 384	1 460	7 590	9 575	13 238	13 335	2 568	7 891	207%	-18%	30%
Trafic de marchandises (dont hydrocarbures)												
Tonnage débarqué	76 814	59 136	97 935	79 619	87 298	95 035	68 767	130 461	70 248	-46%	-20%	10%
- dont quantité transbordée	16 145	17 580	10 412	8 088	159	0	656	33	0	-100%	-100%	-95%
Tonnage embarqué	18 327	20 167	13 171	12 558	2 425	1 514	5 997	3 888	2 046	-47%	-16%	-65%
- dont quantité transbordée	17 446	18 637	12 268	7 785	0	84	4 963	137	129	-6%	-	-82%
Total	95 141	79 303	111 106	92 177	89 723	96 549	74 764	134 349	72 294	-46%	-19%	9%

Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

LISTE DES PUBLICATIONS

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an)
- Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière
- Suivi de la conjoncture économique
- Le rapport annuel :
 - fascicule Mayotte
 - fascicule Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ou Saint-Pierre-et-Miquelon
- Le rapport d'activité IEDOM
- La collection complète (6 fascicules + rapport d'activité de l'IEDOM)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

- La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
- Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (décembre 2007)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
- Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)
- Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)
- La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)
- Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (juillet 2007)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (janvier 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes expresses

- N°52 – La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)
- N°51 – Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)
- N°50 - La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)
- N°49 - Le tourisme à la Réunion (janvier 2008)
- N°48 - Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)
- N°47 - Les coopératives agricoles de Guyane (novembre 2007)
- N°46 - Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)
- N°45 - Le transport de marchandises en Guyane (octobre 2007)
- N°44 - Les transports à Mayotte (octobre 2007)
- N°43 - Le commerce extérieur à Mayotte de 2002 à 2006 (septembre 2007)
- N°42 - La filière rizicole en Guyane (septembre 2007)
- N°41 - La filière banane à la Martinique : état des lieux et perspectives (juillet 2007)
- N°40 - Les défaillances d'entreprises à la Martinique entre 2004 et 2006 (juillet 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes sectorielles

- Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006)
- Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie

Ces études sont disponibles à l'agence IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture BP 500 – 97600 Mamoudzou.
Tél : 02.69.61.05.05 – Fax : 02.69.61.05.02 – mél : agence@iedom-mayotte.fr
et à la division réseau au siège de l'IEDOM à Paris : 8, rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12 – Tél : 01.53.44.41.55.
Pour des téléchargements gratuits, consulter le site www.iedom.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public,
 - un rôle d'observatoire économique.

- ❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations : www.iedom.fr

L'Institut d'émission apporte dans les Dom, à Mayotte et à Saint Pierre et Miquelon ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer en novembre 2008
Dépôt légal : novembre 2008